

Fonds de dotation Galilée
Fondateur : Jacques Schor

L'Eurafrrique est-elle notre avenir ?

Table ronde du 31 mars 2016

L'Eurafrique est-elle notre avenir ?

Table ronde

Participaient à la table ronde :

Jacques SCHOR, Président du Fonds de dotation Galilée

*Dov ZERAH, Conseiller-maître à la Cour des Comptes,
ancien Directeur général de l'Agence française de Développement*

Philippe HUGON, Professeur à l'Université de Paris VIII

Olivier CHOPIN, Responsable du cursus « Afrique » à Sciences Po

La table ronde était animée par Paul SCHOR, Maître de Conférences.

Jacques SCHOR

Mesdames, Messieurs, chers amis, je suis heureux de vous accueillir aujourd'hui, à l'occasion de la première réunion organisée par le Fonds de dotation Galilée. Ce nom évidemment inspire beaucoup de réflexions. De quoi résulte ce Fonds, quels sont ses objets ? Vous avez eu quelques indications par écrit sur cette affaire. Le secrétaire général, Jean-Yves Autexier est à ma gauche, la penseuse émérite, est Françoise Renversez... Quelques amis, qui ont un passé politique ou syndical, ancien -50 ans-, se sont réunis un jour, chez l'un d'entre eux, et ont parlé de l'avenir. Ils ont partagé un diagnostic : « *l'avenir est sombre, on ne sait pas où on va ; où qu'on regarde, ça ne va pas. En France, en Europe, dans le monde entier. Rien ne va, que peut-on faire ?* » J'ai trouvé cette question fascinante, parce qu'ils voulaient encore faire quelque chose. Je pense qu'il y a beaucoup de gens qui veulent faire quelque chose, et qui ne trouvent pas le lieu, ou l'écoute, ou les idées qui leur permettraient de faire un peu plus. Je ne rêve pas : je ne pense pas que dans huit jours, les gens feront la queue pour s'inscrire au Fonds Galilée, mais je suis frappé de voir dans tous les journaux, apparaître de plus en plus la notion de contestation radicale de la situation actuelle. Contestation radicale, ça veut dire quoi ? Ça veut dire qu'on est à la croisée des chemins. Au 18ème, 19ème, 20ème siècle, le monde a été éclairé par les lueurs de l'Europe. Cette époque est passée. Beaucoup d'entre nous, Européens, ont été mus par le mouvement ouvrier et par le communisme, et 1989 a été la constatation amère que le communisme n'était pas tout à fait ce qui avait été imaginé. Donc cette voie-là est fermée aussi. Et ce n'est pas absolument palpitant. Donc, à juste titre, surgissent des interrogations fortes qui refusent cette perspective de flou complètement indiscernable. Je pense que si on n'est pas capable, en Occident, de dire des choses plus précises, la situation va mal tourner. Ceci dit, nous sommes maintenant dans une situation où existent des éléments nouveaux, que nous ne pouvons pas analyser en termes anciens, et là, le Fonds, a son rôle à jouer. Par exemple, la situation de la Chine. Aujourd'hui, on parle de la Chine, on fait des études en Afrique, mais dans 25 ans, la Chine et l'Inde pèseront énormément. Dans 50 ans, elles risquent de parvenir à l'hégémonie mondiale, si elles ne leur a pas été disputée avant. Ceci veut dire que nous, en Europe, ne serons que des sites touristiques, et l'Afrique sera une réserve de matières premières ou de matières agricoles.

Est-ce que c'est ce que nous voulons ? Moi en tant qu'Européen, je dis non et je pense que dans la salle, beaucoup partageront mon avis. Nous voulons avoir un avenir qui donne à la personne une place et une reconnaissance, autre chose que « *je suis né, donc je vais travailler toute ma vie pour garantir ma pension de retraite, et je n'ai pas d'autres objectifs* ». Je dis que c'est à nous, avec d'autres, de définir ce que nous voulons. Nous n'avons pas d'autres choix que l'alliance stratégique avec l'Afrique, pour équilibrer la puissance du groupe que forment ces deux morceaux de l'Est ou un morceau de l'Est. Entre l'Est et l'Euro-Afrique, ou l'Afri-Europe, comme on voudra, il peut y avoir un équilibre, et pour nous, il est indispensable. Je pense que nous n'avons pas d'autres solutions ; l'un des objectifs de nos réflexions est de montrer qu'il n'y en a pas d'autres... Et à partir de ce moment-là, on aura des concours. S'il n'y a pas de concours de cette nature, les gens ne peuvent pas s'engager à fond. Or je pense qu'on pourra faire cette démonstration relativement bien. D'ailleurs, je comprends qu'on a commencé à dire des choses très pointues sur ce sujet aujourd'hui, et je vais immédiatement passer avec népotisme la parole à Paul Schor, qui va animer de main de maître -dans des gants de velours- la suite des opérations.

Paul SCHOR

Oui, je ne suis pas sûr que le terme de népotisme, soit tout à fait rigoureux, puisque je ne suis pas son neveu, mais son fils, mais j'ai néanmoins à introduire les débats. Et puis, je vais vous dire quelques mots. L'idée est, comme vous pouvez le voir dans la disposition de cette salle, que la parole circule, autour des thèmes d'aujourd'hui à savoir :

- Comment l'Afrique et l'Europe peuvent relever ensemble les défis de la mondialisation ?
- Comment orienter les économies européennes vers l'Afrique ?
- Comment soutenir la construction, l'affermissement des États en Afrique ?

Ce sont des directions possibles pour la discussion, mais qui ne sont pas un cadre strict. La discussion commencera par trois exposés liminaires, avant de passer au débat. Je passerai tout d'abord la parole à Monsieur Dov Zerah, Conseiller-maître à la Cour des Comptes, ancien Directeur général de l'Agence française de Développement, et qui a dirigé les cabinets des Ministres de la Coopération, de l'Environnement et du Commissaire européen chargé de la Recherche, de l'Éducation et de la Formation. Ensuite Monsieur Philippe Hugon, qui est directeur de recherche à l'IRIS, en charge de l'Afrique, Professeur émérite de sciences économiques à l'université Paris-Ouest-Nanterre, et qui enseigne également au sein du Collège interarmées de Défense. Et notre troisième intervenant sera Monsieur Olivier Chopin, qui est enseignant-chercheur, qui est notamment responsable du programme Europe/Afrique à Sciences Po et chercheur au Centre d'études sociologiques et politiques Raymond Aaron.

Avant de leur céder tout de suite la parole, je voulais aussi vous saluer tous, et en particulier souligner la présence de Madame Claude Fischer qui dirige les Entretiens européens et africains. Je crois que vous pouvez trouver sur la table qui est là, quelques documentations sur cette publication. Monsieur Julien Vercueil, qui va nous rejoindre un peu plus tard, est économiste, maître de conférences à l'INALCO et auteur d'un ouvrage sur les pays émergents : Mutations et défis économiques, Messieurs Jean-Pierre Page et Bernard Wolfer, co-présidents du Cercle Condorcet Paris, Monsieur Bernard Etlicher qui dirigeait le laboratoire de géophysique à l'École polytechnique, Madame Annie Vinokur, qui n'est pas encore arrivée, je crois mais dont on espère qu'elle va arriver, aujourd'hui il y a quelques problèmes de transport. Elle est professeur émérite de sciences économiques à l'université Paris-Ouest Nanterre. Et Monsieur Pierre Chartier, professeur émérite à l'université Paris-Diderot.

J'en profite aussi pour vous présenter, pour ceux d'entre vous qui ne les connaissent pas les

fondateurs et membres du Conseil d'administration du Fonds de dotation Galilée : Jacques et Gretta Schor, Françoise Renversez, ancien recteur de l'université d'Amiens, Jean-Yves Autexier, ancien sénateur et Michel Suchod, ancien député. Sans plus tarder, je vais tout de suite passer la parole à Monsieur Zerah.

Dov ZERAH

Bonsoir, merci de me donner l'opportunité de vous présenter ce qui constitue pour moi comme une idée fixe, que je ressasse, rabâche au point de radoter depuis une trentaine d'années. Vous allez comprendre pourquoi. Dans quel contexte global vivons-nous ? Depuis 30 ans, depuis la chute du mur de Berlin, nous vivons une modification fondamentale de notre monde. On a cru que la chute du mur de Berlin allait être la fin de l'histoire, allait conduire à un monde unipolaire avec la prédominance de la république impériale américaine.

Cela a failli être le cas si les Américains n'avaient pas commis ces deux erreurs fondamentales qu'ont été les guerres en Afghanistan, pas tellement le déclenchement mais sa durée surtout, et puis surtout la guerre en Irak. Les Américains sont en train de payer, même s'ils sont dans une croissance économique extraordinaire, avec un taux de chômage avoisinant pratiquement le plein emploi. Ils sont en train de payer le prix de ces interventions, comme ils ont payé dans les années 70, les coûts de la lutte contre le communisme et de la guerre au Vietnam. Cela explique aujourd'hui la tentation isolationniste des Américains.

Mais le monde n'est pas pour autant devenu multipolaire, car le monde n'est pas encore organisé, il n'y a pas suffisamment de gouvernance mondiale. Mon avant-dernier livre porte sur ce sujet de l'exigence d'une gouvernance mondiale. Les pays émergents émergent, mais ne veulent pas prendre part aux différents débats qui animent la communauté internationale, et encore moins prendre un certain nombre de responsabilités. On peut rentrer dans le détail. Ils sont davantage dans une démarche individuelle, nationaliste de développement.

Et l'Europe ? L'Europe est en fait à la recherche d'un nouveau souffle, si tant est qu'elle veuille avoir ce nouveau souffle, si tant est que l'Europe veuille encore écrire l'Histoire. Et c'est peut-être aujourd'hui la principale interrogation qui se pose aux Européens. Je vais présenter un certain nombre d'éléments pour essayer d'apprécier quelle est la situation européenne.

Tout d'abord la démographie. Pour faire court, nous sommes dans une situation de basse pression démographique. Et la démographie, ce sont des flux, c'est la théorie des flux. Quand vous êtes en basse pression démographique, vous avez forcément des migrants, c'est mathématique, c'est mécanique. Des flux de migrants économiques, c'est ce que nous avons jusqu'à présent. Nous sommes confrontés depuis 18 mois à des migrants politiques, et demain très probablement, nous serons confrontés à des migrants climatiques.

Deuxième considération concernant l'Europe, on a, depuis une vingtaine d'années, malgré la constitution et le développement de la zone Euro, plus prêté attention aux élargissements qu'aux approfondissements communautaires. Et on voit bien qu'on est aujourd'hui à nouveau en interrogation comme nous l'avions été dans le milieu des années 80. Pour renforcer la capacité d'action et d'affirmation de l'Europe, il faut aujourd'hui refuser tout élargissement, et notamment l'élargissement turc, et s'engager résolument dans tout approfondissement, même limité, seulement à quelques membres de l'Union.

Troisième élément caractéristique de ce petit panorama européen que je dresse, le décrochage de la zone Euro. Prenez les statistiques sur une longue période : l'augmentation du PIB européen est bien inférieure, je ne parle pas de celui de la Chine, de l'Inde ou des pays émergents, mais également même des États-Unis.

Quatrième caractéristique, le creusement des déficits publics. Tous les pays européens depuis des dizaines d'années sont en déficit, l'Allemagne est en train de renouer avec les excédents, et l'idée couramment répandue à la télévision française, selon laquelle on peut cultiver des déficits comme on cultive des poireaux, est une idée qui n'a lieu et cours qu'en France. Croire que ce sujet ait quelque audience ou écho dans les autres pays est pure vanité. Et d'ailleurs, à telle enseigne, comment pourrions-nous encore aujourd'hui avoir certains responsables politiques qui préconisent la sortie de l'Euro, alors que même Alexis TSIPRAS dans la situation dans laquelle il était, n'est pas passé à l'acte de la sortie de l'euro.

Le creusement des déficits publics s'est accentué à partir de 2008-2009. Nous en avons, notamment en ce qui concerne la France, et principalement tous les pays européens à partir de 1974, depuis le premier choc pétrolier. Petite interrogation : nous sommes-nous remis de ce premier choc pétrolier de 1974 ? Quarante ans après ? Donc on a eu ces déficits, mais ils se sont accentués à partir de 2008-2009 parce qu'avec la crise, on a eu peur de se retrouver dans l'engrenage récessionniste de 1929-1930. Donc on a accentué les déficits qui ont entraîné la crise des dettes souveraines européennes, et nous sommes entrés dans une spirale, dont certains pays européens comme l'Irlande, le Portugal, l'Espagne et même la Grèce sont progressivement en train de sortir.

Cinquième, élément : notre politique monétaire. Là, c'est un élément assez intéressant parce que nous sommes passés d'une situation où la politique monétaire était totalement figée, où on ne pouvait rien faire, à une politique monétaire libérée de toute contrainte. On a même entendu le Président de la Banque centrale européenne dire « *no limit* ». Et je dois dire qu'en la matière, tous mes cours d'économie sont en train d'être complètement chamboulés. Avoir un banquier central qui recherche, même s'il ne le dit pas, l'inflation alors que, de par le Traité de Maastricht, il est censé sauvegarder la valeur intrinsèque interne de la monnaie, c'est quand même quelque chose. De la même façon, un banquier central qui met des liquidités à qui en veut, sur le marché, au point d'assécher le marché des titres d'État, peut causer quand même problème. Avoir des taux d'intérêt nuls est également susceptible d'interrogation. Mais on y reviendra si vous le souhaitez.

Un système social progressivement remis en cause. On le voit régulièrement et les manifestations de ce jour à Paris sont là pour démontrer la difficulté que nous avons à faire adapter notre système du welfare state sorti au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, à un système beaucoup plus efficace et pertinent dans la mondialisation.

Enfin, je terminerai avec ce septième indicateur, l'Europe de la connaissance, qui était la stratégie européenne du début des années 2000. Aujourd'hui elle n'a pas produit tous ses effets.

Éléments que je rajoute, si d'aventure, au mois de juin les Britanniques venaient à sortir de l'Euro, nous aurions une véritable catastrophe. Il ne faut pas considérer que ça n'aurait pas d'effets particulièrement négatifs.

Dans ce contexte, que pouvons-nous dire de l'Europe ? Comment l'Europe peut se situer, malgré ce panorama quelque peu négatif ? Il y a un élément qui est essentiel et fondamental, c'est un élément de stratégie. Dans un monde globalisé, il n'y a pas de stratégie individuelle. Il n'y a que des stratégies d'alliances. Croire que l'on peut mener son aventure solitaire, croire que l'on peut conduire un pays comme Tintin, c'est une erreur fondamentale. Il n'y a de stratégie, que des stratégies d'alliances et c'est la raison pour laquelle je considère que, si l'Europe veut à nouveau, à défaut d'écrire l'Histoire, préserver son niveau de vie, son mode de vie, sa façon de vivre, elle doit s'allier.

Elle doit s'allier avec qui ? Je le dis sans aucune gêne, je l'ai écrit : avec les États-Unis. Le pacte transatlantique est une chance inespérée pour l'Europe. Et quand j'entends dire : « *mais non on*

ne va pas se mettre aux normes sanitaires américaines », comme si les Américains, même si nous avons des divergences sur un certain nombre de sujets, comme la viande aux hormones, n'étaient pas précautionneux de leur santé ! Ce qui est très important et qui se joue là, c'est que si nous avons un traité avec les Américains, nous aurons des normes communes. Et ces normes seront une protection pour notre système de vie, notamment par rapport aux normes asiatiques, par rapport aux normes de certains pays émergents. Donc il faut concevoir cette alliance avec les Américains comme une alliance stratégique, fondamentale, de tentative de préservation de notre système social.

Autre élément essentiel, mais je ne vais pas vous dire qu'on en est loin, il faut qu'il y ait une alliance stratégique avec la Russie. La Russie a des matières premières, la Russie a besoin de technologie, les termes d'un deal sont là, si tant est qu'on veuille le voir. C'est vrai que c'est un peu compliqué avec un certain nombre d'initiatives diplomatiques, voire guerrières de Poutine. Néanmoins, c'est un objectif qui me paraît être essentiel.

Partenariat à l'Est, partenariat à l'Ouest, partenariats au Sud, au pluriel, il faut que nous ayons un partenariat stratégique avec le monde arabe. Et il faut que nous ayons une doctrine en ce qui concerne l'évolution du monde arabe. Les Printemps arabes se sont déroulés, il ne s'est rien passé. Mais nous devons avoir aussi une stratégie avec l'Afrique subsaharienne. Pourquoi une stratégie avec l'Afrique subsaharienne ? Pour une raison toute simple, pas par générosité ! Arrêtons de voir les relations internationales sous le prisme de la morale, de la générosité, de la commisération. Pour nos propres intérêts. Pourquoi ? Parce que l'Afrique depuis 2005 connaît un mouvement de croissance important.

Quand ce mouvement de croissance a démarré en 2005, on ne l'a pas vu venir et encore aujourd'hui, il est très difficile de l'expliquer. Je ne vais pas insister sur certaines théories développées par le Professeur Hugon, notamment tout ce qui concerne le secteur informel, les logiques de redistribution, propres à la société africaine qui ont permis à cette société d'avoir une grande capacité de résilience. Mais en un mot comme en cent, ce mouvement de croissance a été principalement initié, engagé par la revalorisation des prix des matières premières qu'il y a eu, au milieu des années 2000, par l'extrême boulimie chinoise, asiatique, en matière de matières premières.

Toute la question qui se pose depuis 2005-2006, c'est : est-ce que ce mouvement est durable ? Est-ce que ce mouvement est pérenne ? Est-ce que cette croissance va perdurer, et notamment au-delà des seules matières premières ? Et que se passe-t-il depuis un an et demi ? Il se passe que malgré la baisse du prix des matières premières, au premier rang desquelles le pétrole, cette croissance perdure. Cette croissance existe, cette croissance se développe. Bien entendu, elle est inégalement répartie entre les pays, elle est inégalement répartie entre les régions. Il y a des régions difficiles, compliquées, pour ne pas dire qu'elles constituent une sorte de trou noir, ne serait-ce que du fait des problèmes de terrorisme. Néanmoins, cette Afrique progresse, et on voit bien qu'elle progresse principalement par le biais des services, dans le secteur de l'informatique, dans le secteur de l'Internet et dans le secteur bancaire. Et moi qui ai participé en tant que chef du bureau Afrique à la direction du Trésor en 1990, à la fermeture de la BIAO, voir aujourd'hui le secteur bancaire et assurantiel africain, panafricain, est assez extraordinaire. Je le dis, pour certains esprits parisiens : ça tient au fait que les pays africains ont mené des politiques d'ajustement structurel, pendant toutes les années 90. Et alors que ne critiquait-t-on pas ces politiques d'ajustement structurel. Ces politiques d'ajustement structurel ont permis, avec l'augmentation du prix des matières premières dans les années 2000-2006, de rebondir.

Aujourd'hui, je n'hésite pas à affirmer que cette croissance est maintenant devenue endogène. Elle n'est plus extravertie, elle n'est plus basée sur un secteur de matières premières ou de métaux qui ne sont pas transformés sur place. Cela est important. Pourquoi ? Parce que l'Afrique va être

confrontée à un certain nombre de chocs. Premier choc : choc démographique. Exceptionnel dans l'histoire de l'humanité, unique : de 2010 à 2050, la population africaine va passer de 1,2 milliard à 2 milliards, pratiquement un doublement. Unique dans l'histoire de l'humanité. Mais plus grave, je dis bien plus grave, c'est que dans le même temps, la population urbaine va tripler, elle va passer de 400 millions à 1,2 milliard. Je n'ai pas besoin de vous dire qu'une telle croissance démographique s'accompagne d'une augmentation de la part des jeunes. S'il n'y a pas d'emploi, on risque d'avoir des villes africaines soumises à des violences terribles. Et il ne faudra pas s'étonner après, s'il n'y a pas la durabilité de cette croissance économique, qu'ils viennent chez nous. Ne nous faisons pas d'illusions, il n'y a aucune frontière qui arrêtera cela. Les frontières sont des mythes, comme la possibilité d'avoir des papiers infalsifiables.

Donc, l'Europe doit accompagner l'Afrique, pour son propre intérêt, pour l'équilibre démographique entre les deux continents. Parce que si nous nous engageons dans l'Eurafrrique, et c'est ce qu'il faut faire, à moment-là, nous aurons un poids, une puissance qui pourra contenir la puissance chinoise, la puissance indienne. Parce qu'il faut bien voir que l'Inde, c'est 1,4 milliard d'habitants, mais à échéance de 2050, ce sera 2,2 ou 2,3 milliards, ils ont une croissance démographique encore très importante, beaucoup plus importante que la croissance chinoise. La croissance chinoise s'est d'ailleurs arrêtée, ils étaient en transition démographique. Les Chinois ont compris que ça allait causer un certain nombre de problèmes, et donc ils sont revenus sur la politique de l'enfant unique. Tout notre intérêt nous guide à accompagner le développement de l'Afrique, de façon à ce que cela se passe dans l'harmonie la plus importante.

Il y a un élément sur lequel je terminerai, et je crois que je suis pratiquement dans les délais, c'est que ce développement africain est un développement compliqué au regard de l'environnement, au regard de la lutte contre le changement climatique. Et si nous n'aidons pas les Africains à mener un mode de développement durable au sens pérenne, mais durable au sens de la consommation des ressources énergétiques, alors là, la lutte contre le changement climatique sera encore beaucoup plus compliquée. Il faut éviter que le développement africain soit comme le développement chinois, un développement trop consommateur de ressources naturelles.

Et pour toutes ces raisons, l'Eurafrrique est notre avenir. Merci.

Paul SCHOR

Je vais passer la parole à Monsieur Philippe Hugon.

Philippe HUGON

Merci, je voulais dire évidemment que je suis très heureux d'intervenir dans cette Fondation Galilée sur le thème « *L'Euro-Afrique est-elle notre avenir ?* ». Je vais poursuivre ce que vient de dire Monsieur Dov Zerah, en partant peut-être d'une certaine subjectivité. Je vais développer cinq points, en respectant - je regarde ma montre - les 15 minutes imparties.

Je fais partie d'une génération qui a d'une part connu la décolonisation et vu que l'Afrique devenait indépendante, et qui en même temps - cette coïncidence n'est pas qu'historique - a vu la construction de l'Europe. L'Euro-Afrique apparaissait pour ma génération, -quand j'étais étudiant- un peu comme un nouveau modèle vers lequel on pouvait tendre. Il y avait une Europe des six, il y avait une politique spécifique de relations de l'Europe avec le Sud. Il y avait des principes qui étaient énoncés : le principe du droit, du développement. Il y avait les conventions de Yaoundé, les conventions de Lomé. Il y avait donc tout un dispositif qui a été mis en place, qui avait ses limites, mais en même temps qui était porteur de relations entre l'Europe et l'Afrique.

Et puis évidemment avec le temps, le monde a évolué, l'Europe s'est élargie, ça a été fièrement rappelé. Mais en s'élargissant évidemment, elle s'est étendue à des États qui n'avaient ni la même histoire ni la même géographie. On a vu apparaître un processus de changement du centre de gravité de l'Europe, notamment parce que l'Europe s'est progressivement orientée vers les pays de l'Est, mouvement accéléré par la chute du mur de Berlin. Mais la relation de l'Europe avec l'Afrique s'en est trouvée modifiée.

En même temps, l'Europe s'est mondialisée, s'est intégrée dans le capitalisme financier et dans le marché mondial. Or au départ, l'Europe s'est construite sur la base d'un espace qui s'appelle marché unique ; puis progressivement, -un marché n'a pas de frontières par définition-, le marché lui-même s'est élargi, et l'Europe s'est mondialisée. Il n'y a que sur le plan des mouvements des personnes, que cette mondialisation est moins apparue. L'Europe avait la volonté de construire si ce n'est une union politique, au moins un processus de coordination croissant des politiques, et donc il y avait une avancée vers quelque chose, pour ne pas l'appeler fédéral, qui était au moins un projet commun.

Or on voit bien que, progressivement, ce sont les États qui ont eu la main, et que l'Europe a été fondée essentiellement par des États qui ont exprimé leur souveraineté nationale. Les institutions européennes en même temps sont devenues tellement complexes, avec un ensemble de centres de décision qui évidemment sont nécessaires quand on est à 28, qu'il y a extrêmement peu de lisibilité et de visibilité de la construction européenne. Ce qui fait que, progressivement, est apparu, et je crois que c'est quand même très important si on se situe dans le contexte géopolitique que nous a rappelé M. Dov ZERAH, un euroscepticisme qui a pris la main. Et je ne veux pas être trop négatif, mais par rapport aux gens de ma génération qui ont cru en l'Europe, et éventuellement en une Europe puissance, on a éprouvé plutôt un sentiment de repli sur un certain nombre de priorités, à la fois nationales, voire de priorités régionales, provinciales. Et l'Europe ouverte, de solidarité, s'est traduite aussi aujourd'hui par une Europe de la xénophobie, ou une Europe où l'autre est une menace, et l'Afrique fait partie de cette représentation hélas.

Alors qu'à mon avis, évidemment, je pense que c'est par la relation avec l'Afrique que l'Europe peut retrouver un dynamisme, et peser dans l'échiquier international. Quand on regarde la télévision, quand on est à la recherche d'audimat, de quoi parle-t-on ? Des trois Parques mortelles dont parlait Malthus, c'est-à-dire les guerres, les épidémies, les famines, et pour les populations, l'immigré ou le réfugié politique est traité comme un immigré qui à la limite fait peur. On se retrouve donc dans une situation où la distance avec l'Afrique, -alors que l'Afrique, on va le voir, est d'une totale potentialité-, tend plutôt à s'accroître qu'à se réduire.

Vue d'Afrique, évidemment, la situation a évolué considérablement, cela a été rappelé. L'Afrique a longtemps été marginalisée, puis l'Afrique s'est mondialisée, elle est sortie des relations postcoloniales, pour s'intégrer par une diversité de partenaires avec un ensemble d'autres acteurs qui sont les émergents. L'Afrique évidemment s'est transformée largement, parce qu'elle a connu, comme cela a été rappelé, une croissance économique. Cette croissance économique étant à la fois liée effectivement au prix des matières premières, était liée au fait que la question de la dette a été gérée, étant liée aussi au fait qu'il y a un certain nombre de transformations internes. Il suffit d'aller en Afrique pour redevenir généralement optimiste, alors que vu de loin, on s'en tient souvent à des représentations qui sont beaucoup plus pessimistes.

Ce qui m'apparaît en tout cas, comme premier point, c'est que dans le contexte géopolitique d'un monde que M. Fabius qualifiait de « *monde apolaire* », -le monde n'est pas multipolaire, effectivement : c'est un monde qui n'est plus unipolaire, mais en voie de transformation radicale-, les relations entre l'Europe et l'Afrique ne se sont pas fondamentalement renforcées. Sur le plan économique, l'Europe a perdu depuis 2000 pratiquement la moitié de parts de marché,

même s'il ne faut pas non plus faire de l'euro-pessimisme. D'habitude on parle l'afropessimisme, mais là je fais peut-être de l'euro-pessimisme, même s'il faut quand même rappeler que l'Union européenne et les 28 États-membres sont les premiers partenaires commerciaux, les premiers partenaires financiers de l'Afrique. Mais on voit bien que les parts de marché ont été largement prises par ceux qui produisent des biens low-cost, qui sont plus adaptés au pouvoir d'achat des classes moyennes africaines, et des classes urbaines qui apparaissent. On voit bien qu'il n'y a pas eu, dans le cadre des relations entre l'Europe et l'Afrique, ce qu'on pouvait attendre, ou tout au moins ce que je croyais apparaître dans ma génération, c'est-à-dire un phénomène d'entraînement de la croissance européenne qui conduit à une diversification des économies africaines. Ce qu'on appelle le flying goose en gros pour les pays d'Asie de l'Est, avec le fait que progressivement, il y a des délocalisations d'activités qui vont vers des zones à bas salaires, et où on observe progressivement une ouverture des produits par de nouvelles montées en gamme de produits, de la part des pays qui investissent et qui exportent leurs capitaux. Aujourd'hui c'est un problème majeur : l'Afrique a énormément de ressources naturelles, a des ressources humaines, une population jeune, extrêmement dynamique et innovante, mais cette Afrique n'a pas fondamentalement diversifié sa structure productive. Il faut être prudent, aujourd'hui : le poids de l'agriculture a fortement baissé par rapport aux services. On est dans des économies beaucoup plus servicielles, mais on n'a pas eu de transformation radicale quant à la diversification des exportations. L'Afrique exporte quand même très largement des produits primaires, non transformés et on n'a pas eu non plus de processus de transformation importante de produits, en termes de produits industriels. Il y a évidemment une industrie qui existe en Afrique du Sud. L'Afrique comprend 54 États qui sont extrêmement variés : il y a de l'industrialisation actuellement en Éthiopie, il y a des zones franches qui marchent bien, etc. Mais globalement, on n'a pas eu une diversification économique à laquelle on pouvait s'attendre, dans les relations avec l'Europe. L'Europe pour des raisons qui sont historiques, et qu'on peut très bien comprendre, n'a pas joué ce rôle en termes d'effet d'entraînement par rapport aux sociétés africaines.

Il y a un troisième point que je voudrais développer : je pense qu'on a une spécificité qu'il faut relever, c'est la place très particulière de la France dans les relations avec l'Afrique. En réalité les relations ne se font pas entre l'Europe et l'Afrique. Il y a peu de relations entre l'Union africaine, mettons, et l'Union européenne, pour simplifier. Il n'y a pas d'ailleurs une stratégie très claire de l'Union africaine vis-à-vis de l'Europe, la stratégie de l'Union européenne par rapport à l'Union africaine existe un peu, parce qu'elle finance, par exemple une partie des armées. Il y a un appui à la démocratie ou aux transitions démocratiques, mais pas de stratégie forte de l'Union européenne. Ce sont des relations qui se nouent plutôt entre des États africains et des États européens, par des relations qui demeurent largement bilatérales, même si la Commission européenne joue son rôle. Étant entendu que ce rôle, aujourd'hui ou historiquement de mon point de vue hélas, a été plutôt contrôlé par la DG Commerce dans une logique de marché, et par la Commission européenne dans une logique juridique au nom d'un empire normatif, beaucoup plus que dans une optique de développement véritable. Je pense qu'il y aurait à réfléchir sur l'évolution de l'Europe de ce point de vue-là. On a donc une Europe qui reste celle des États, qui est en relation avec des États africains, et bien entendu, j'en terminerai là-dessus, c'est aussi par les Européens et les Africains, et par l'ensemble des acteurs que peuvent se refonder des relations Euro-Afrique.

Là-dedans la France joue un rôle très particulier, parce que la France est pratiquement le seul État européen à avoir signé des accords de défense et de coopération militaire, à avoir maintenu une zone monétaire, à avoir été assez présente dans le champ politique et à avoir une pluralité d'objectifs qui sont tous contradictoires. Car on ne peut pas en même temps, défendre la fran-

francophonie et avoir une politique de visas vis-à-vis des intellectuels qui vont plutôt aux États-Unis. On ne peut pas en même temps, défendre les intérêts économiques dans le domaine de l'uranium, mais intervenir, à part l'uranium en Niger, militairement globalement dans des zones où il n'y a pas d'intérêt économique. On peut fantasmer sur les intérêts économiques possibles d'un gisement pétrolier, ou d'un gisement d'uranium au Mali, mais globalement la France intervient dans des zones les plus vulnérables, c'est-à-dire les zones sahéliennes ; elle intervient en Afrique centrale, elle n'intervient pas dans des zones où aujourd'hui les intérêts économiques sont majeurs. Total a eu des positions dominantes en Afrique centrale, historiquement au Congo, au Gabon, etc. Aujourd'hui les intérêts de Total se trouvent en Angola, se trouvent au Nigeria, et se trouvent dans des pays qui ne sont pas des pays dits du champ. Donc on a une position extrêmement particulière de la France, qui est présente militairement, et les Européens sont très contents parce qu'ils ne veulent pas être dans le borbier africain, globalement, même s'ils le critiquent, mais c'est un autre problème.

La France est présente monétairement. Il y aurait un débat à avoir sur la zone Franc. J'ai écrit un bouquin sur la zone Franc ; c'est un débat compliqué, mais c'est une spécificité par rapport à la Grande-Bretagne qui a fait sauter la zone sterling, et évidemment le Portugal qui n'a plus de zone escudo. On a des relations très particulières par rapport à la francophonie, que n'ont pas les autres pays, sauf éventuellement la Belgique, et donc il y a une spécificité. Or c'est la France qui au sein de l'Europe pèse le plus actuellement dans la politique européenne. Il y a un vrai problème, à mon avis dans la refondation de la relation entre l'Europe et l'Afrique, si on parle de l'Euro-Afrique : c'est voir en quoi on peut avoir une politique où la France donne une impulsion, mais pratique davantage le benchmarking pour voir ce qui se fait d'intéressant chez les autres États européens. J'ai présidé une commission d'évaluation du FED, où la question était posée : quel est l'intérêt du FED pour les intérêts français ? Je pense qu'on aurait pu poser comme question : quel est l'intérêt du FED pour les pays africains également, et pour les autres pays européens, ou pour l'Europe en se positionnant dans un jeu géopolitique, par rapport aux États-Unis, ou par rapport aux émergents. Ceci pour dire qu'il y a une spécificité française qu'il faut aborder à mon avis.

Dans les quelques minutes qui me restent, parce que je n'ai pas du tout respecté les délais, je pense que véritablement l'Euro-Afrique est l'avenir de l'Europe sous un certain nombre de conditions. D'abord il y a des risques dans les relations avec l'Afrique. Il y a des défis qui doivent être relevés, Monsieur Dov Zerah a rappelé le défi démographique, c'est un défi majeur qui doit être géré. Vous avez aujourd'hui le défi sécuritaire, qui est extrêmement important. Vous avez un défi environnemental. Il y a un défi de transition énergétique. Si ces défis ne sont pas relevés et si les risques ne sont pas transformés en opportunité, à ce moment-là, c'est l'Europe qui aura à gérer ce qu'on peut appeler des nuisances africaines, parce que les questions n'auront pas été gérées. La question des jeunes qui n'ont aucune perspective d'emploi va rétroagir évidemment sur l'espace de proximité que constitue l'Europe. Ou, au contraire, ces mêmes défis sont transformés en opportunité, ce que je pense tout à fait possible. Sur la démographie, on peut très bien la traiter, c'est le débat, comme une bombe à retardement ou comme un dividende. Les défis environnementaux, on peut très bien les traiter comme risque de la désertification et des réfugiés climatiques, ou au contraire comme étant une énorme opportunité pour créer une croissance verte, et développer un certain nombre de nouvelles technologies. Et tous les défis peuvent être transformés en opportunités. Je pense que c'est vraiment la réponse que l'Europe doit apporter par rapport à un continent qui est très varié, qui est à la fois diversifié, car bien entendu on parle de l'Afrique, mais il faut traiter des Afriques.

Il me semble qu'il y a quatre pistes sur lesquelles on pourrait réfléchir, et je termine par là. Il y

a des enjeux qui sont au niveau de la géopolitique européenne et qui doivent être portés par les acteurs politiques évidemment. Mais il me semble qu'en dehors de ça, il faudrait avoir beaucoup plus aujourd'hui, des agences ad hoc composées à la fois d'acteurs africains, d'acteurs européens, d'acteurs pluriels qui sont à la fois des acteurs de la société civile, de la recherche, d'acteurs politiques, d'acteurs divers et qui essaient de définir un certain nombre de priorités et d'actions sur des projets. On peut dire, que c'est ce que veut Monsieur Borloo pour l'électricité, mais je pense qu'on peut l'élargir beaucoup plus aux questions énergétiques, aux questions migratoires et de réfugiés. On peut l'aborder beaucoup plus par rapport aux questions environnementales, aux questions alimentaires. Il y a beaucoup de domaines sur lesquels il me semble que ces agences ad hoc seraient plus efficaces. Le monde arabe est important, le monde méditerranéen est important, on pourrait faire davantage. C'est à mon avis plus pertinent que, par exemple l'Union pour la Méditerranée comme mode de fonctionnement, que comme le mode 5 + 5. Par exemple, si on prend des domaines qui peuvent être la sécurité, mais qui peuvent être la désertification, des groupes ad hoc 5 + 5 + 5, c'est-à-dire 5 pays du Sud de la Méditerranée plus 5 pays du Nord de la Méditerranée plus 5 pays du Sahel seraient pertinents dans un certain nombre de thèmes, où il y a des intérêts communs, et où on peut dépasser les antagonismes politiques également par la même. C'est la première piste que je verrai.

Je pense qu'il y a un problème majeur dans la manière dont la France peut se positionner comme leader d'une nouvelle relation Euro-Afrique, parce que c'est elle qui est la plus concernée par son histoire, et c'est celle qui a encore des relations complexes et complexées avec l'Afrique. Il y a des éléments sûrement à gérer, et là il me semble qu'un rôle important pourrait être joué.

Il y a des éléments aujourd'hui importants dans les relations Euro-Afrique qui passent par le soft power. On pourrait aborder des questions comme l'éducation, on pourrait aborder des questions à la limite religieuses, qui sont des sujets extrêmement difficiles à traiter, mais il est quand même curieux qu'aujourd'hui l'éducation ait été laissée au niveau du primaire, dans des zones francophones, à des écoles où l'enseignement se fait en arabe. Et par rapport à des mouvements salafistes, ou des mouvements wahhabites, je pense qu'il y a une vraie nécessité de traiter la question culturelle, la question éducative, la question religieuse et ce n'est pas un sujet tabou. De même qu'aborder la question de la fécondité n'est pas un sujet tabou : il y a des mouvements féministes actuellement qui se battent en Afrique pour le contrôle de la fécondité. Et quand on fait des enquêtes sur la fécondité désirée des femmes et des hommes, on n'a pas les mêmes résultats. Donc ce n'est pas de l'ingérence que de le dire... C'est donner des droits et appuyer des droits.

La reconstruction passe très largement à mon avis par des relations qui se nouent à différentes échelles entre les différents acteurs ; c'est ce que font notamment les entretiens européens Euro-Afrique, dont nous parlera sûrement Claude Fischer. Actuellement, un autre regard est nécessaire vis-à-vis de l'Afrique, il doit exprimer le fait que l'Europe a besoin d'Afrique. A rebours d'un climat extrêmement pessimiste il faut voir l'optimisme que révèlent toutes les enquêtes d'opinion en Afrique, et les opportunités d'innovation qui existent. Il faudrait réinventer un besoin d'Afrique pour l'Europe, et le faire en liaison avec un besoin d'Europe pour les Africains.

Paul SCHOR

Je vais passer la parole à Monsieur Chopin.

Olivier CHOPIN

Merci beaucoup. Je voudrais juste, en préalable, si vous me le permettez, comme je vais présenter justement un point particulier sur le secteur éducatif en Afrique, et dans les relations avec l'Europe à partir de l'expérience du programme Europe Afrique de Sciences Po, préciser que là je m'exprime en mon nom propre, et non pas en tant que membre de la Direction de Sciences Po. Je vais me retrancher derrière la liberté académique de mon statut d'enseignant-chercheur pour généraliser un retour d'expérience. Les données et les quelques chiffres ou dates que je vais citer peuvent être rattachés à l'existence de Sciences Po.

J'ai le privilège de diriger un programme de premier cycle de Sciences Po, qui s'appelle le programme Europe-Afrique, qui est basé à Reims. A partir de cette expérience, je voudrais vous montrer qu'au fond l'Euro-Afrique n'est pas une opportunité pour demain dans le secteur de l'éducation, mais que la mondialisation et les relations, les enjeux de la relation Europe-Afrique sont déjà une réalité d'aujourd'hui dans le système universitaire, avec toutes les potentialités et toutes les vicissitudes que nous rencontrons à essayer de développer un programme international à Sciences Po, lié au continent.

Europe-Afrique ou Euro-Afrique, nos étudiants ont déjà un petit nom à Sciences Po, notre programme existe depuis quatre ans à peine, et tout le monde les appelle les Euraf. Donc ce sont des jeunes gens qui ont entre 15 et 22 ans, en moyenne entre 17 et 21 ans, qui sont sur le campus. Et toute la France de Sciences Po connaît maintenant les Euraf qui sont un tout petit programme, mais perçu comme extrêmement vivace et stratégique au sein de Sciences Po. Le programme existe depuis quatre ans, il a été créé il y a quatre rentrées, sur un diagnostic qui a été posé entre 2010 et 2011, sur le fait que, vous le savez peut-être, Sciences Po a délocalisé en région sur des campus en région un certain nombre de programmes thématiques liés à des langues ou un des arts culturels. Par exemple, l'Asie et l'Océanie sont basées au Havre, puisque c'est notre port en eau profonde qui a les principaux rapports commerciaux avec cette partie du monde. Nous avons mis l'Europe de l'Est à Dijon, de l'Ouest à Nancy, le monde arabo-musulman à Menton, et l'Amérique latine et centrale à Poitiers. Nous avons aussi créé un gros programme euroaméricain transatlantique à Reims.

En 2010 2011 des gens remarquent dans Sciences Po que l'Afrique n'est pas représentée dans cette division géographique, donc il manque quand même un continent assez important, et quelqu'un s'est amusé à faire le calcul : sur les presque 10 000 étudiants sur l'ensemble des cinq années à Sciences Po, en 2010, il y avait 60 étudiants originaires du continent africain. Ce qui était évidemment un manque absurde. A partir de là, il y a eu un ensemble de politiques menées à Sciences Po pour réintégrer si on peut dire, les étudiants provenant du continent, à l'intérieur de la cohorte des étudiants. Par comparaison, aujourd'hui, ils sont plusieurs centaines, c'est très variable selon les années, mais enfin, ils sont entre 300 et 400 grosso modo sur les 12 000 étudiants que compte Sciences Po. Et pour comparer avec les 60 étudiants originaires du continent africain en 2010, rien que les Sénégalais sont 70 dans Sciences Po à ce jour en train d'étudier ! On voit qu'un pays a pu rattraper le volume de la cohorte. Donc, il y avait un déficit de présence, mais qui correspondait aussi à un déficit d'accords internationaux. Sciences Po fonctionne sur le modèle classique des échanges universitaires gérés par des décrets. C'est-à-dire un échange, un pour un, pour un étudiant qui part dans une université partenaire, un étudiant vient, chacun continue à payer ces droits, et on estime que ça s'équilibrera grosso modo. Quand on envoie un étudiant aux États-Unis, on gagne beaucoup d'argent puisque là-bas, la scolarité coûte entre 40 000 et 60 000 dollars l'année. Et quand un étudiant vient du continent africain, nous gagnons un peu d'argent puisqu'il va payer des frais plus important par rapport à ce que nous donnons.

Le problème, c'est que quand on a compté le nombre de partenariats universitaires qu'on pouvait faire, on a identifié à l'époque une petite dizaine de pays, à peu près 17 universités sur l'ensemble du continent, qui avait des programmes susceptibles d'accueillir nos étudiants pour qu'ils continuent leur scolarité pendant un an, puis reviennent sur le continent français. Donc on est dans un déséquilibre global : l'Afrique était absente parce que le système universitaire africain pour l'instant n'est pas, sur les matières enseignées à Sciences Po, susceptible de faire l'objet d'un nombre important de partenariats. On a 400 partenariats universitaires dans le monde, et sur les 400 partenariats universitaires, moins d'une vingtaine sont des partenariats à ce jour sur le continent africain. Là ça donne des idées intéressantes de ce qui est à faire, et de ce qui est en jeu. On a créé au début le programme sur le campus de Paris, comme une subdivision du programme général de Paris avec, en gros, des enseignements un peu spécifiques sur la question africaine, pendant quatre ans, et ce programme s'est développé sur un mode un peu pilote. Et depuis septembre, on s'est déplacé à Reims. Nous avons rejoint le grand programme euroaméricain transatlantique qui, lui, à plus de 600 étudiants, et pour l'instant, on est sur un tout petit programme d'une centaine d'étudiants, 120 à ce jour sur le programme Europe-Afrique sur le campus de Reims. C'est très intéressant d'avoir adossé les deux programmes, le programme transatlantique et le programme Europe/Afrique, dans le même Campus, parce qu'au fond, on a une espèce d'articulation perpendiculaire, si vous voulez. Il y a des rapports Nord-Nord qui sont très développés en termes de contenu, de sociologie des étudiants, des professeurs dans le programme transatlantique. Nos universités partenaires sont canadiennes et américaines, principalement un peu mexicaines. Et puis on a ce programme Europe-Afrique qui va créer une sorte de connexion verticale sur la mappemonde, avec cette diversité de situations africaines, puisqu'on est confronté à 54 systèmes scolaires, une vingtaine de systèmes universitaires seulement, et une diversité de la population et des situations qui sont extrêmement différentes.

Ce petit programme est unique en son genre en Europe, et c'est une deuxième information inverse qui donne des informations sur l'Europe et non plus sur l'Afrique : un programme de Bachelor, de licence, Undergraduate comme on va dire dans le jargon universitaire, orienté vers l'Afrique. Nous sommes le seul sur le continent. Il y a bien en Angleterre quelques programmes spécialisés sur le continent, mais qui vont être en troisième, ou quatrième année, au niveau des Master Degree, c'est-à-dire qui va commencer à mélanger de la recherche et à faire appel à ce qu'on appelle les African Studies, les études africaines, c'est-à-dire des savoirs spécialisés sur la question du droit, de l'économie, du développement, de la culture sur le continent africain. Mais à part la SOAS à Londres, School of Oriental and African Studies, qui est beaucoup plus l'équivalent de l'INALCO avec un module de recherche que de Sciences Po, on a très peu de partenaires. Il y a des choses à la London School of Economics, à Oxford, à Cambridge au Canada, aux États-Unis, à Columbia, il y a des programmes Afrique, mais qui sont généralement quatrième, cinquième ou sixième année et qui sont déjà conçus comme des systèmes prédoctoraux dans ce système.

Ce qui fait que, placer le programme à Reims est pour Sciences Po l'idée de faire un lieu perçu dans le monde, dans l'avenir, comme un endroit où on peut étudier l'Afrique, et où on peut notamment étudier les relations entre l'Afrique et le reste du monde. On a conçu le programme Europe-Afrique comme un programme... Enfin, au début, il a été conçu spécialisé sur l'Afrique, pour répondre un peu au déséquilibre que je vous ai mentionné, et maintenant qu'on travaille le contenu, notre idée est vraiment d'insister sur ce lien, Europe-Afrique. Et on ne veut pas du tout que les étudiants qui sont dans ce programme, soit viennent tous du continent africain, soit soient spécialement obsédés de la situation africaine. Nous voulons étudier les relations entre l'Europe et l'Afrique, comme un des cas particuliers, des relations entre l'Afrique et le monde.

Et là nous pouvons le documenter puisque nous avons toutes les ressources pour étudier ce qui se passe sur le continent africain, et toutes les ressources que Sciences Po est capable de mobiliser sur la question du développement de l'Europe, politique, institutionnelle, culturelle, économique, etc. Donc ce n'est pas du tout un programme enclavé, de spécialistes, c'est un programme généraliste qui simplement va choisir dans chacun des thèmes, le continent africain et ses relations avec l'Europe, comme cas particulier d'application.

Je vous donne deux exemples : en économie, les étudiants apprennent tous la macroéconomie au deuxième semestre. Le semestre suivant au lieu d'avoir un cours de finances publiques ou d'analyse de budget, ils vont avoir un cours de finances publiques sur la zone africaine, ou de développement en Afrique, et autres au troisième semestre qui suit, ils auront un cours de droit privé commercial dans l'Afrique subsaharienne. C'est-à-dire qu'on va à chaque fois préciser les enseignements pour leur donner très vite une connaissance du continent africain, mais qui correspond toujours à l'application des matières fondamentales de Sciences Po, droit, histoire, sociologie, économie, relations internationales et sciences politiques.

C'est la même chose pour la politique comparée par exemple : au lieu de faire un cours de politique comparée globale, ils auront une introduction au droit comparé, ensuite ils étudieront les régimes politiques en Afrique subsaharienne, et éventuellement un autre cours qui va comparer la structure des régimes politiques en Afrique, et la structure des régimes politiques en Amérique latine ou en Asie du Sud-Est.

Ainsi on va réussir, à la fois à donner une bonne connaissance du continent, tout en maintenant un point de vue général conforme à un premier cycle de Sciences Po. Parce que ce sont vraiment des étudiants qui sortent du bac ou assimilé, et qui entrent dans nos matières. Ça s'avère fonctionner parfaitement, quelle que soit la matière que l'on considère, le continent africain offre un terrain d'application privilégié des cours. On a des cours de sociologie de la violence, évidemment, nous pouvons par exemple faire un module qui va comparer les questions du Rwanda, du Darfour, de l'Érythrée, et donc on ne va pas du tout entrer dans une question spécifique, sur un génocide avec tous les problèmes que ça pose, on va apprendre à nos étudiants à faire de la typologie, à faire des comparaisons, à faire des généralisations à partir d'expériences.

De la même manière, sur la question de l'affrontement entre les normes de droit continental et les normes anglo-saxonnes, le continent africain est un terrain d'application tout à fait privilégié, nous disent les juristes, de cette guerre normative qui est en train de s'opérer dans le monde, et qui là peut se voir un peu plus qu'ailleurs. Il y a la question de l'histoire et la mémoire évidemment, la question des identités, la question de la décolonisation et de la mémoire postcoloniale, tout cela est traité. Alors justement comme nous sommes adossés au programme transatlantique, on ne fait pas des cours sur la question de l'identité noire africaine, on peut faire des comparaisons avec la question de l'identité noire dans la mémoire américaine, dans la mémoire européenne, dans la mémoire africaine, et ça nous permet de ne jamais entrer dans des questions trop polémiques pour du premier cycle, si on peut dire, ou trop pointues, tout en traitant au fond l'ensemble des questions.

C'est un petit programme tout à fait unique. Le fait qu'il n'y ait rien d'autre en Europe est tout à fait significatif de ce que disait à l'instant Monsieur Hugon ; l'Afrique n'est pas traitée comme une politique ou une stratégie en tant que telle par l'Europe aujourd'hui, ça se voit dans le champ universitaire. Dans notre programme, il y a beaucoup d'étudiants qui viennent du reste du monde, l'Europe du Nord est spécialement intéressée par ce programme, les Européens « *de l'est* », les Allemands, les Polonais, les Tchèques sont très intéressés. Nous avons des Canadiens, des Américains et puis nous commençons à voir des étudiants de l'Asie. Il y a une étudiante de Corée du Sud et une autre étudiante de Singapour qui ont rejoint le programme par intérêt pour

les matières que nous donnons, qui sont celles des grandes facs internationales, mais avec leur application sur le continent africain.

On a en quelque sorte renversé la stratégie habituelle du système universitaire français où on considère les licences comme généralistes, et les masters comme spécialisés et préprofessionnels. Là ce que nous essayons de faire, c'est une licence qui soit généraliste, mais teintée des relations entre l'Europe et l'Afrique. Nos étudiants seront perçus, devraient être perçus comme des étudiants bons connaisseurs de l'Europe et bons connaisseurs de l'Afrique. Ce qui fait que, quand ils iront dans un master d'urbanisme, de communication de marketing, de finances, d'analyse stratégique plus tard ou faire du conseil, ils pourront aller dans des masters très diplômants ou pas du tout marqués en termes d'art géographique puisqu'ils auront déjà dans leur cursus, cette identification.

L'autre aspect que je dois mentionner, c'est la question des langues. Notre programme est bilingue avec une prépondérance du français. C'est lié à une volonté de la République de maintenir le français comme langue principale, et à la question de la francophonie. Mais il est bilingue français-anglais, puisque nous ne pouvons pas exclure l'Afrique anglophone de notre raisonnement, et que le Français va se développer comme langue africaine dans les décennies qui viennent jusqu'au point de remplacer, enfin de supplanter la langue anglaise, mais évidemment la langue des échanges internationaux sur tous les aspects du continent, reste quand même l'anglais pour l'instant, dans ses rapports avec le reste du monde. Nous demandons aux étudiants natifs anglophones de devenir parfaitement bilingues en français au bout des deux ans, et nous demandons à nos étudiants, comme partout dans tous programmes à Sciences Po, d'être bilingues français-anglais, au bout des deux ans. Mais nous avons rajouté, c'est obligatoire, qu'ils doivent choisir l'une des trois langues par ailleurs parlées sur le continent africain, le Portugais, le swahili ou l'arabe. Donc on couvre de cette manière toutes les langues parlées. On n'a pas mis le wolof pour l'instant, ou peut-être d'autres métalangues africaines, on a choisi le swahili. L'idée est que l'étudiant possède au moins trois des langues fondamentales pour travailler sur le continent. Une fraction de nos étudiants sont natifs lusophones, ou natifs de swahili, s'ils sont l'un ou l'autre ils apprendront l'autre langue évidemment, donc on produit depuis quatre ans, des étudiants qui parlent quatre ou cinq langues du continent. Évidemment quand ils poursuivent leurs études dans un master de droit à Columbia University à New York, et qu'en plus, ils réussissent très bien, on a un cas d'étudiant qui réussit très bien ; il va pouvoir se présenter dans les grands cabinets d'avocats au barreau de New York, en parlant cinq langues du continent africain, ce qui va lui donner évidemment un avantage comparatif par rapport à d'autres d'étudiants. C'est un cas atypique, évidemment, mais ça ressemble à la stratégie qu'on veut mener.

Parce que, l'Afrique, si on veut y jouer, si on veut être un acteur, il faut tenir compte du fait que ça n'existe pas vraiment. Ça n'est pas un continent unifié, il n'y a aucune unité linguistique, aucune unité politique, aucune unité religieuse, aucune unité culturelle et c'est cette absence d'unité qui fait son unité en quelque sorte, qui fait son identité au moins. Faire des experts de l'Amérique du Nord, ce n'est pas très difficile, faire des experts de l'Asie, c'est déjà plus difficile, mais faire des experts de l'Afrique, c'est extrêmement complexe en termes d'expérience et de retour d'expériences. On a intégré cette contrainte de cette manière-là. Nos premiers étudiants sont en train de sortir des masters puisqu'on a créé le programme il y a 4 ans, donc on ne sait pas encore ce qu'ils vont donner sur le marché de l'emploi, mais on a de grands espoirs, parce qu'ils réussissent extrêmement bien.

Finalement le retour d'expérience qu'on a sur ce choix, qui a été au début le choix de combler un vide, est devenu un laboratoire de réflexion sur ce que nous faisons en tant qu'université essayant de s'insérer dans les réseaux universitaires internationaux. Parce qu'au fond, le cas africain nous a

obligés à réfléchir, en tant qu'institution, sur ce que suppose une stratégie de développement sur un continent comme celui-là. Les universités africaines, pour l'instant, se concentrent sur l'ingénierie un peu, le droit un peu plus et sur le Business et la finance beaucoup. Les gouvernements ont l'impression qu'ils ont besoin de cela, avant tout. Pour l'instant, les grandes universités africaines sont des écoles d'ingénieurs, avec un peu de droit, et un peu d'urbanisme. Celles où on est sûr, par exemple qu'il y a d'électricité tous les jours pour faire fonctionner les ordinateurs, etc. Pour donner un exemple, le Ghana aimerait bien faire des échanges avec vous, mais il n'y a aucun master de sciences sociales dans les universités du Ghana. Donc on leur a proposé de réfléchir à monter un master là-bas. On peut les aider à monter le master, en envoyant des enseignants, des étudiants, au début pas comme étudiants, mais comme assistants-moniteurs si on peut dire. C'est créer une dynamique, où un jour s'il y a un master à l'université HSA au Ghana, on pourra faire un échange de partenariat avec eux. De la même manière, on est en train d'essayer de développer des partenariats avec le Kenya, l'Afrique du Sud qui sont en train de diversifier l'offre de leurs enseignements de pointe. Parce que sinon, où allaient les étudiants africains lorsqu'ils voulaient étudier les sciences sociales et l'économie ? Ils venaient en Europe, ou ils allaient au Canada, ou aux États-Unis, donc c'est un enjeu de réimporter la question en Afrique, en quelque sorte.

Ce qu'on observe, c'est effectivement la pression démographique qui est le problème majeur. Grosso modo, avec 20 ou 30 ans de politique de rénovation des enseignements primaires et secondaires, ce qui mène jusqu'au bac, on produit une augmentation du niveau très sensible. Nous trouvons de bons étudiants en Afrique qui viennent à Sciences Po et qui performant très bien. On va les sélectionner sur place, bien sûr. Tous ne viennent pas, mais on trouve de très bons étudiants, de toutes conditions sociales, dans beaucoup de pays africains, parce que ça s'est bien passé. Mais quand vous avez dans certains pays, par la pression démographique tous les ans, plusieurs dizaines de milliers de bacheliers en plus qui arrivent à la sortie du bac, il n'y a pas de système universitaire au-dessus. C'est-à-dire que ce n'est pas seulement la question de l'accès au marché de l'emploi, on le mentionnait tout à l'heure et c'est une réalité, mais déjà celle de l'accès à des études universitaires, ce n'est pas propre à l'Afrique. Aucun système universitaire n'est capable de créer chaque année 120 000 places à l'université, en plus de l'année d'avant. Là ce n'est pas le cas pour certains pays africains, mais c'est plusieurs dizaines de milliers dans certains cas, le Kenya, le Nigeria.

Que fait-on ? Évidemment, eux ont un appel vers nous, en disant « *prenez nos étudiants, puisqu'on ne peut pas créer des universités chez nous, prenez-les* ». Mais là, on va se retrouver avec la logique qui a prévalu il y a 5 ou 10 ans avec la Chine. La Chine disait aux Européens « *prenez nos étudiants* ». Je prends des chiffres fictifs, mais leur unité de compte, c'était 5 000 pour une fac européenne. Ils venaient à la Sorbonne et disaient « *prenez-nous 5 000 étudiants* ». C'est absolument impossible de prendre 5 000 étudiants, on répondait « *non, nous, ce sera 500 l'unité* », mais en fait non, c'est 50. Pour une université chinoise, ça n'a pas de sens. Certaines facs britanniques ont joué cela. University City London a joué la Chine à fond : à la fin, il y avait des milliers de Chinois, il n'y avait plus un seul Britannique dans le système, ce n'était pas très loin de la gare Saint-Pancras. On voyait des centaines d'étudiants chinois, manifestement totalement perdus, dans les rues de Mayfair en train de chercher l'entrée de la faculté. Évidemment les Britanniques ont arrêté cela tout de suite en dénonçant les uns derrière les autres ces accords, parce que les volumes dont on parle dans le reste du monde, n'ont rien à voir avec ce qu'on appelle un système universitaire en Europe, quand bien même il se serait universaliste comme le nôtre.

La France reste la première destination des étudiants du continent africain francophone, et pourtant notre capacité d'absorption relative diminue d'année en année, parce que la pression

démographique augmente. Je pense que là, il y a un enjeu public. Il y a la question des visas qui a été évoquée tout à l'heure. Le Ministère des Affaires étrangères, et l'Éducation nationale mettent en place des accords d'exemption de visas, ou d'accélération. Quand un étudiant est admis à Sciences Po au Sénégal, si tout fonctionne bien, il aura son visa en quelques jours, au lieu de prendre parfois trois ou quatre mois, ce qui fait que, s'il est sélectionné en juin, il n'a toujours pas ses papiers pour arriver en septembre et faire la rentrée universitaire. C'est une situation généralisée. Des étudiants venant du Sénégal ont énormément de mal à pouvoir faire une année d'échange en Irlande par exemple. L'Irlande refuse tous les étudiants du continent africain, sauf un certain nombre de pays avec lesquels ils ont eux-mêmes accords. Et réciproquement, c'est très difficile pour les pays non Schengen, de pouvoir faire bouger nos étudiants dans les conditions des études de Sciences Po. Il y a plein d'enjeux qui sont là. D'un autre côté, si on libéralise complètement l'accès aux visas pour les études supérieures, est-ce qu'on ne va pas générer des flux qui seront incontrôlables pour l'université, l'accueil ?

La question de la mondialisation des échanges universitaires n'est pas un problème pour demain, c'est une contrainte tout à fait réelle pour aujourd'hui. D'un autre côté, il y a un enjeu : les étudiants sont brillants, ils sont différents de tous ceux qu'on a trouvés ailleurs dans le monde. Puisqu'il y a plus d'étudiants en valeur venant du reste du monde que d'étudiants français à Sciences Po. Sur les 12 000, il y en a plus de 6 000 qui n'ont pas de passeport ou de carte d'identité française, mais malgré tout, ceux qui viennent du continent ont quelque chose d'un peu différent, par leur diversité, par leur dynamisme, c'est indéniable, et ils réussissent très bien. On a fait un concours d'éloquence, comme on aime les organiser à Sciences Po, entre tous les Campus en région, qui a reçu le nom de prix Richard Descoings, du nom de l'ancien directeur. Il y avait un prix d'éloquence francophone et un prix d'éloquence anglophone, et ce sont deux de mes étudiants qui ont gagné chacun le prix d'éloquence, donc on est très heureux, c'était la première fois. Les étudiants qui vont à Columbia ou dans les grandes universités américaines, généralement, deviennent majors de leur promotion dans leur master. On a vraiment plusieurs cas, sur dix qu'on a envoyés aux États-Unis, quatre ont été dans les premiers et deux ont majoré leur master. On voit qu'il ne faudrait surtout pas arriver avec l'idée que les étudiants qui vont venir du continent sont des étudiants moins bien formés, ou avec moins de potentiel que les autres. S'ils passent dans notre processus de sélection par exemple, il faudrait généraliser avec d'autres pays, ils sont vraiment de très bons étudiants.

C'est un vrai enjeu, mais aussi une vraie difficulté qui, à ma connaissance n'est pas réellement pensée en termes de politique publique, ni française ni européenne, pour l'instant, sachant que quelque chose se joue là. Effectivement, si les étudiants ne peuvent même pas accéder à l'université et qu'ils ont tous leur bac, dans des pays où ils savent lire, écrire et réfléchir, ça risque de générer des instabilités politiques extrêmement fortes qui viennent d'une bonne idée de départ évidemment : augmenter le niveau d'éducation du primaire et du secondaire était quelque chose à faire, mais si ça ne se translate pas sur l'université, on va vers des catastrophes politiques et humaines très fortes.

Merci.

Jacques SCHOR

Ces conversations et ces débats très intéressants étaient orientés tous largement dans la même direction. Je crois qu'une question a été soulevée discrètement, pour moi fondamentale, c'est l'aspect politique. On a toujours eu tendance à traiter ce genre de sujets, comme des problèmes

économiques, industriels, etc. je pense que cette une période est complètement dépassée. Pourquoi ? Parce qu'une stratégie Franco-Africaine demande des efforts financiers, demande des sacrifices, il faut le dire, et on ne peut pas faire accepter des sacrifices par une population, si elle n'est pas convaincue que ces sacrifices correspondent à une nécessité de défense nationale ou de survie. Cet aspect des choses, jusqu'à présent était un peu laissé de côté. Mon point de vue est peut-être un peu raide, mais je considère que notre capacité à équilibrer la puissance fait partie de nos stratégies fondamentales. J'ai entendu tout à l'heure notre excellent ami dire « *est-ce que l'Europe veut ça ?* » Nous savons bien que l'Europe ne veut rien, elle est complètement impuissante dans la gabegie dans laquelle elle se vautre. Par contre, si on réussit à persuader les Français, les Allemands et les Italiens qu'il est question de leur survie, qu'elle soit culturelle ou politique et concertée ça changera. Mais je suis aussi d'accord pour dire que ce point mérite une discussion approfondie avec des avis différents. C'est ce que je vous propose de faire lors de la prochaine réunion. À moins qu'il y ait des avis différents.

Paul SCHOR

Je crois que maintenant on peut vraiment passer au format table-ronde la parole peut circuler.

Claude FISCHER

Je suis d'accord sur la dimension politique, mais je crois que la politique se fera maintenant, par l'intervention des sociétés. Si on n'arrive pas à mobiliser les sociétés, si on laisse tout entre les mains des États ou des institutions, on a peu de chance d'y arriver. Et puis, ça se saurait si les choses mutaient uniquement sous l'impulsion des États. Il faut les deux bien sûr, les États et les sociétés. Et dans les sociétés peut-être, mobiliser les acteurs qui comptent, si j'ose dire, c'est-à-dire ceux qui produisent des richesses, et de la valeur ajoutée, les entreprises et les secteurs industriels et de services. C'est notre conviction et les Entretiens eurafricains forment un réseau qui vise à rapprocher des acteurs de la société civile dans un dialogue avec les institutions, pour le débat et pour, si j'ose dire, la fraternité. Le mot n'est pas dépassé, je crois, aujourd'hui, dans un monde très violent qui est traversé par les attentats terroristes partout, et en Afrique aussi. Nous devons y répondre, et riposter par le débat et l'éducation. L'éducation c'est évident. Mais le débat aussi entre nos sociétés. Nous avons un bureau, une société à Paris et nous sommes en train de créer après un gros événement qu'on a organisé à Ouagadougou, un bureau régional à Ouagadougou, pour rassembler les acteurs africains, car le débat Eurafricaine ne se fera pas sans des Africains. On peut travailler entre nous, on peut réfléchir au rôle de l'Europe, mais ça doit se faire véritablement dans un dialogue avec les Africains, de tous horizons, de toutes sensibilités et des pays divers. Car il y a une énorme diversité, y compris au sein d'une même région comme l'Afrique de l'Ouest

Nous avons ciblé notre colloque sur l'investissement, car nous pensons qu'il y a là, un choix de société à faire pour réinvestir, aussi bien dans les hommes d'ailleurs que dans la production ou que dans les services. Il y a un rôle de l'Europe à jouer pour aller investir, mais il y a un rôle de l'Afrique à jouer aussi pour attirer les investissements. Or l'Europe est en difficulté d'investissements et pas seulement l'Afrique, y compris chez elle. L'Europe rencontre aujourd'hui des difficultés liées à l'élargissement, à ses alliances stratégiques, à sa place en Afrique pour contenir les grandes puissances émergentes. On a besoin aujourd'hui d'une Europe encore plus forte, plus large, plus ouverte. Elle doit se construire en cercles ; elle ne se fera pas, effectivement, en noyau dur comme une zone Euro élargie à tous les pays. Mais on a besoin de nouvelles relations, au sein même de l'Europe, et de nouvelles relations à l'extérieur.

Je ne reviens pas sur les mutations de l'Afrique et les défis qu'elle a à relever. Elle est consciente de ses défis, et surtout elle est optimiste. C'est un point d'appui extraordinaire pour travailler avec elle. Le drame c'est que nous, nous sommes beaucoup plus pessimistes. Ceci dit il va falloir qu'elle innove et qu'elle investisse, je l'ai dit et les problèmes sont ici et là-bas, ou là-bas et ici. Il y a une aversion aux risques, terribles, et à part en Afrique de l'Ouest peut-être encore plus forte qu'en Afrique de l'Est. Il y a des différences de développement entre les deux Afriques, et je pense que l'Afrique de l'Ouest endosse l'héritage européen, et celui du modèle français. Car la France n'est pas qu'un bon modèle, même si elle a fait des choses intéressantes et importantes, elle a peur de tout en ce moment, et notamment des entreprises et du marché. Or l'Afrique a besoin des deux. Elle a besoin d'entreprises, et il n'y en a pas assez et elle a besoin d'un marché. Un marché certes régulé, un marché maîtrisé, certes maîtrisé avec du droit, elle n'en a pas suffisamment, il faut le créer. Elle a besoin de ce socle pour construire de nombreuses activités et des projets.

C'est là-dessus qu'on a travaillé pendant un an et demi, et ça s'est conclu dans un débat, à Ouagadougou où il y avait plus de 500 personnes, sur les projets humains, je l'ai dit, dans l'éducation, dans l'école, dans les échanges. Des écoles et une éducation, d'ailleurs qui, en Afrique de l'Ouest, en tout cas, consacrent 70 % de leurs budgets à la formation dans l'administration et dans le social, héritage oblige. Alors qu'ils ont besoin, vous l'avez dit, d'ingénieurs, de techniciens, etc. Il faut changer les orientations budgétaires de l'école, et puis investir dans des activités productives et de services. Les services, - j'ai entendu dire tout à l'heure qu'ils étaient très développés, ce n'est pas ce qu'on nous a dit au colloque de Ouagadougou -, sont encore très faibles, même s'il y a un potentiel dans le numérique en particulier, mais qui est quand même conçu plus comme de la consommation du numérique que comme la création de nouveaux services numériques.. Nous avons les mêmes défis en tout cas, Europe et Afrique, et c'est là-dessus qu'il va falloir travailler.

La dernière chose que je voudrais évoquer c'est qu'il va falloir mobiliser beaucoup d'argent pour y arriver. Quand il y a une aversion aux risques, évidemment, les banques ne prêtent pas, et les aides publiques, européennes ou même françaises, ne font pas encore levier de fonds privés pour aller s'investir dans des infrastructures, en partenariat public-privé, ou pour aller financer des projets. Je parlerai aussi des projets des PME/PMI qui ne trouvent pas d'argent ou des porteurs de projets dans le milieu rural, les femmes, les jeunes qui n'arrivent même pas à avoir des subventions, avec les aides publiques aujourd'hui. On doit réfléchir sur le nouveau rôle des acteurs de la finance qui doivent pouvoir prêter, des banques qui doivent retrouver leur métier. Aujourd'hui elles nous disent que leur métier c'est de faire attention aux risques : alors il faut vite qu'elles changent de métier, si c'est ça le métier des banques ! Et il faut changer les règles prudentielles sur les marchés. C'est une bataille commune à mener. Et déjà là-bas, puisque Bâle III est constitué de normes américaines imposées au monde entier. Les banques africaines sont déjà contraintes, et les assurances aussi d'ailleurs, par nos normes prudentielles.

On a des batailles à mener ensemble : c'est ainsi qu'on a voulu positionner les problèmes, et contribuer plus modestement, à travailler sur ces réformes-là qu'il nous faut engager. C'était la première édition des Entretiens eurafricains préparés depuis deux ans. On va faire la deuxième plus rapidement, en 2017. On va continuer de nous intéresser au problème de l'investissement, mais on va le relier aux politiques économiques et monétaires. Car en Afrique de l'Ouest, les questions commencent à se poser sur la monnaie du franc CFA encore adossé à l'Euro, et le débat monte à propos d'une monnaie adossée plutôt à un panier de monnaies différentes, pour qu'ils puissent plus tôt s'autonomiser et jouer un vrai rôle de relations de région à région. Le problème de l'intégration régionale est posé chez nous, et chez eux également.

Voilà les défis qui nous sont posés, des défis communs que nous avons à relever ensemble. Merci.

Paul SCHOR

Est-ce que vous avez des questions, des réactions par rapport à ce qui a été dit ?

Une intervenante

Je voudrais intervenir en termes de défis, on n'a pas du tout évoqué l'aspect politique. Quand on pense aux relations de l'Europe à l'Afrique, avec un héritage, un passé relativement difficile, quelle peut être la crédibilité des Européens dans le cadre des actions à mener, et des défis à relever ? Par rapport à ça, on peut vraiment penser aux relations de nos chefs de gouvernement avec les chefs de gouvernement des pays africains. Est-ce que là aussi ça ne vient pas limiter la possibilité d'agir et la possibilité d'acquiescer une vraie crédibilité auprès des Africains ? Est-ce qu'on ne peut pas penser dans ce cadre-là, n'est-ce pas ce qui peut donner un avantage aux Chinois, avec des investisseurs chinois qui arrivent et peut-être avec un handicap en moins, le handicap de ce passé ?

Philippe HUGON

Oui l'évolution politique de l'Afrique est importante. Il y a évidemment le cas des présidents à vie, il y a le cas des régimes patrimoniaux, il y a le cas de systèmes dynastiques, il y a le cas des coups d'État constitutionnels. Ceci étant, ce n'est quand même pas la majorité des situations aujourd'hui en l'Afrique. Mais cela concerne parfois des pays avec lesquels la France a des liens, ce qui est un autre problème. La grande évolution de l'Afrique, c'est quand même la possibilité pour des citoyens, pour des syndicats, pour des sociétés civiles, pour des associations paysannes de jouer et de faire en sorte qu'il y ait de la transparence ou des formes de contre-pouvoir. Il ne faut pas idéaliser, il y a des cas de vraie démocratie, à mon avis. L'Afrique du Sud est une vraie démocratie aujourd'hui. La corruption du président va vraisemblablement faire qu'il va peut-être être obligé de démissionner, parce que le président du Conseil constitutionnel a dit qu'il était corrompu. C'est un jeu démocratique. Il y a des progrès. Là où il y a peut-être un risque actuellement sur le plan politique, c'est qu'effectivement, comme aujourd'hui, il y a des mouvements de sécurisation qui apparaissent dans toutes les zones qui se sentent menacées. Ça légitime beaucoup plus des pouvoirs forts, des régimes où les militaires ont plus de poids, et des régimes qui sont moins démocratiques. C'est un risque du jeu politique. Un des gros problèmes de la Chine, c'est qu'elle n'a pas de conditionnalité politique, sauf la non-reconnaissance de Taïwan ; c'est la seule conditionnalité. Ceci étant, ça ne remet pas en question des régimes qui sont justement relativement plutôt prébendaires, ou qui gaspillent ou mobilisent des ressources naturelles. Je ne suis pas sûr que le devenir du système chinois, soit le plus à même de répondre aux aspirations des jeunes. Dans les enquêtes d'afro-baromètre 75 % des jeunes pensent que la démocratie est un progrès. C'est quand même une réalité aussi qui est vécue par les Africains.

Un intervenant

J'ai une question à Monsieur CHOPIN, qui a dit rapidement que le français allait se développer. C'est une très bonne nouvelle, mais est-ce que vous pouvez en préciser les raisons ?

Olivier CHOPIN

La pression démographique de l'Afrique de l'Ouest fait que très rapidement, les pays qui parlent encore le français, verront leur population augmenter. Le français pourrait même devenir une des premières langues parlées dans le monde, en fait, et pas seulement sur le continent africain.

Philippe HUGON

L'arabe est en régression, et dans la croissance démographique globale de l'Afrique subsaharienne, les pays francophones ont un taux de croissance encore beaucoup plus élevé que dans le reste de l'Afrique, où les transitions démographiques sont engagées pour certains d'entre eux. Donc mécaniquement, vous avez un effet, à condition bien entendu qu'il y ait des systèmes éducatifs qui suivent.

Olivier CHOPIN

C'est pour ça qu'effectivement l'enjeu de la connexion des systèmes éducatifs entre eux, et du lien entre le secondaire et l'université est très important. Par exemple, il y a un projet très intéressant dans la plupart des pays francophones, pour l'instant avec le Maroc, le Bénin, le Cameroun, le Sénégal évidemment, c'est idée de créer un Baccalauréat transafricain, si on peut dire, de créer un bac francophone transnational avec un critère d'évaluation normé, dans lequel évidemment l'AEFE, Campus France, vont avoir leur rôle à jouer, en termes de définition d'un référentiel. Mais, je crois qu'il y a une volonté assez forte. L'idée de défendre la francophonie, si la démographie est à notre secours, ce n'est pas un problème quantitatif, mais qualitatif. Est-ce que le français est une langue du droit international ? Est-ce que le français est une langue du business international ? Est-ce que le français est une langue de l'ingénierie ? Oui, non, etc. Il y a là un enjeu qui ne va pas se jouer sur le continent, mais qui va vraiment jouer dans les rapports entre le continent et nous. Est-ce que l'université française peut servir de réservoir à progression d'un savoir international en français, capable de soutenir le développement en Afrique par exemple ? Ce sont des questions qu'on ne pose pas vraiment, même si on commence à y réfléchir aujourd'hui.

Dov ZERAH

C'est une des questions que nous nous sommes posées à l'Agence française de développement, et qui nous a conduits d'ailleurs à développer des actions spécifiques en matière de formation professionnelle. Il se trouve que dans la coopération au développement on a progressivement abandonné bien entendu le système primaire, mais aussi le système secondaire, pour des raisons diverses et variées. Mais à partir de 2010-2011, on a développé des actions très fortes de financement de formation professionnelle. Ne serait-ce que pour accompagner le français technique, parce que si vous créez, ou que vous financez des structures qui permettent à des gens de parler en français technique, vous avez après un avantage énorme, en termes de normes, en termes de développement de relations commerciales. De mémoire, on a financé cinq ou six centres au Sénégal, des centres au Maroc, et dans beaucoup d'autres pays africains, comme au Cameroun. Il y a des politiques de développement qui permettent d'accompagner intelligemment cette défense du français technique.

Philippe HUGON

Je me permets d'intervenir à propos de la francophonie. L'effet démographique, on le connaît très bien : ce sont les pays francophones qui ont la croissance démographique la plus importante. Donc la francophonie, normalement, devrait l'emporter. Là où à mon avis, il y a un problème, c'est qu'il y a des questions d'arbitrage entre d'une part la nécessité, dont vient de parler Monsieur Dov Zerah, d'avoir de la formation professionnelle, parce qu'effectivement, c'est ce qui manque très largement, et le fait qu'il faut un tissu économique qui permette de valoriser des compétences en liaison avec le système éducatif. Ça, c'est véritablement une priorité économique et qui est fondamentale. Mais en même temps, un des gros problèmes pour que la francophonie soit maintenue, c'est qu'il y ait une maîtrise du français, dans un système vraisemblablement de plurilinguisme. On peut apprendre trois langues à peu près, et d'ailleurs la plupart des Africains sont polyglottes, donc il n'y a pas de problème à avoir plusieurs langues, mais il faut que le français soit appris. Or le problème de la politique de la francophonie, c'est qu'elle n'a pas pris comme priorité la formation des maîtres, la formation des étudiants sortant des systèmes scolaires pour qu'ils puissent faire de l'encadrement à l'école primaire. Il ne s'agit pas de remplacer, bien entendu, des instituteurs, aujourd'hui en envoyant des instituteurs francophones. Mais là, il y a un créneau qui n'a pas été suffisamment soutenu pour défendre justement la maîtrise du français. Et tout à l'heure, je parlais de l'arabe : aujourd'hui, on apprend l'arabe dans des zones qui traditionnellement sont francophones. Il ne faut pas faire de l'anti-arabe, parce que l'arabe est une très grande langue qu'il faut apprendre, mais il y a quand même des enjeux qui à mon avis sont importants au niveau de la francophonie, et ne se résument pas aux statistiques démographiques.

Claude FISCHER

Aujourd'hui, l'Afrique a besoin de coopérer entre elle si j'ose dire. Il y a des enjeux d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest, mais l'Afrique de l'Ouest doit absolument s'ouvrir à l'Afrique de l'est. Egalement, au cœur de l'Afrique de l'Ouest, on trouve le Ghana anglophone, et des liens doivent se nouer et se renforcer. Or pour se renforcer, c'est l'anglais qui aujourd'hui est appris aussi en Afrique de l'Ouest, s'ils veulent pouvoir coopérer et rattraper l'Afrique de l'Est. On a fait notre colloque à ZIE, c'est une belle école de formation de jeunes ingénieurs. Elle s'est développée, c'est un très beau modèle en partenariat public-privé, et aujourd'hui, la direction de l'école fait user des deux langues, et c'est bien. D'ailleurs ils viennent de nouer un partenariat avec l'Ecole des ingénieurs de la Ville de Paris, à l'occasion de nos rencontres à Ouagadougou, puisque l'école des ingénieurs de la Ville de Paris était partenaire des Entretiens eurafricains. Donc, ils nous ont très bien expliqué que s'ils veulent aujourd'hui pouvoir se développer dans l'industrie, avec l'Afrique de l'Est, et même aller au monde, ils doivent absolument maîtriser l'anglais, et ça, c'est très important. Les jeunes Africains y compris de l'Ouest ne viennent plus se former en France, comme ça a été le cas à l'époque, puisqu'on trouvait beaucoup de dirigeants africains qui avaient fait leurs études à Toulouse, à Montpellier, à Paris, à Nanterre, etc. Ils vont se former aux États-Unis, à Londres éventuellement, ou en Australie et c'est l'anglais qui domine. Je ne dis pas que ça prend le pas, mais je dis attention, il ne faut vraiment pas opposer les deux langues, et peut-être les trois parce qu'on a parlé d'arabe tout à l'heure. Il s'agit au contraire de renforcer l'apprentissage des langues, ce qu'on devrait d'ailleurs faire en Europe, si je peux me permettre, ou en France, plus particulièrement.

Un intervenant

Je pense qu'on a un vrai problème, pour reprendre ce que vous disiez, avec l'anglais, parce qu'une partie des élites aujourd'hui au pouvoir, n'a plus été formée en France, mais aux États-Unis, ce qui est un véritable problème. D'où l'idée, pour certains pays de changer leur Constitution. La défense du français est d'abord politique, parce que ça dépend aussi des difficultés pour obtenir des visas pour venir étudier en France. Mais aujourd'hui avec le développement du numérique, le français dépend de notre présence numérique sur le continent. Et ça, ce sont de vrais enjeux. Aujourd'hui il y a très peu de choses qui sont faites par les universités, par les écoles, à part quelques programmes ici ou là, sur cette façon nouvelle d'enseigner. Vous parliez des grandes cohortes d'étudiants chinois, c'est exactement la même chose. On a des universités numériques chinoises avec 20 millions d'étudiants. On est dans des chiffres qui n'ont plus rien à voir, et c'est à cela aussi qu'il faut penser. La modernité passe par cet aspect-là aujourd'hui, et par l'innovation. On parlait du manque d'industriels sur place, mettons en place des programmes d'innovation sur place ! Mettons en place des structures qui permettent à des étudiants de créer leur entreprise, mettons en place ce genre de choses. Parce que là, on aura un effet d'entraînement, simplement parce qu'on va fixer les étudiants et les jeunes sur place - ça leur évite d'aller ailleurs -, soit par des systèmes de cotutelle, soit par des systèmes de master commun avec une partie numérique, et une partie co-construite avec eux. Les besoins qu'ils ont, ce n'est pas à nous de les définir, ce n'est plus du tout à nous de les définir, c'est à eux de savoir ce dont ils ont besoin, et à nous éventuellement de les accompagner pour les réaliser. Prendre conscience de ce dont ils ont besoin, mais aussi les accompagner dans la réalisation : on est là dans une nouvelle approche, dans une nouvelle forme de politique. C'est un peu ce que vous avez fait dans votre système à votre niveau. C'est une volonté qu'on doit afficher, mais pas simplement une volonté politique, mais aussi une volonté d'industriels, d'institutions, de gens comme nous, qui avons envie simplement de donner un peu de temps et de faire quelque chose, non pas pour s'enrichir, mais pour qu'eux puissent s'enrichir, pour qu'ils puissent créer les nouvelles élites qui sont dans une certaine mesure « *à la française* ». Ce n'est pas une honte d'être français, on avait, on a encore une éducation qui est tout à fait raisonnable, même si on a des problèmes, nous aussi, comme partout.

Christophe HEMERY

Je fais du marketing et du développement sur le segment des pays émergents dans un cabinet d'audit et de conseils qui s'appelle Ernst & Young. J'avais un petit commentaire sur la Chine. Un des gros avantages de la Chine, par rapport à beaucoup d'autres, c'est que, quand ils investissent dans un pays quel qu'il soit, que ce soit en Afrique ou en Inde, ils arrivent avec les financements. Je pense que Monsieur Zerah comprend ce que je veux dire : c'est tout de suite plus simple de convaincre quand vous financez l'ensemble du projet. Et ni les Français, ni les Allemands, ni les autres ne peuvent s'aligner, d'où l'intérêt d'avoir une politique plutôt européenne. C'est un premier commentaire. Sur les questions d'innovation, j'étais la semaine dernière à la mairie de Paris à une table ronde sur le financement des start-up africaines, où Orange vous expliquait tout ce qu'ils font justement en termes de création d'incubateurs, en particulier à Dakar et en Côte d'Ivoire. Il y a déjà des tas de choses qui se font. Sur les questions de financement, l'Association française des investisseurs pour la croissance, qui est l'ancienne Association française pour le capital investissement, donc les fonds de Private Equity a constitué un groupe de travail de 200 personnes sur l'Afrique. Il a été lancé officiellement la semaine dernière à Abidjan ; ils viennent de publier un ouvrage sur le même sujet, et il y en a un autre précédemment qui avait été publié

en collaboration avec investisseurs et partenaires. Par ailleurs, il y a énormément de choses qui se font dans le monde de l'entreprise. Hier à l'Institut du monde arabe, il y avait 120 personnes pour discuter de collaboration entre la France, le monde arabe et l'Afrique. Les voyages de Medef international, les délégations organisées notamment vers la Côte d'Ivoire cartonnent complètement. Depuis tout à l'heure vous parlez des entreprises et effectivement il se passe beaucoup de choses dans le monde de l'entreprise, et c'est bon à savoir aussi. On est plutôt africoptimiste.

Dov ZERAH

Je vais essayer de donner quelques éléments de réflexion. Pendant mon mandat à l'Agence française de développement, j'ai eu beaucoup de discussions en tête-à-tête avec des chefs d'État africains. Et régulièrement tous me disaient : nous avons besoin de la France, nous attendons la France, nous voulons la France. Quand ils me parlaient des Chinois, je retiens les propos un peu rapides de l'un d'entre eux qui me disait « *Mais tu te rends compte, Dov, ils viennent même avec leurs prostituées. Et leurs femmes, elles viennent concurrencer nos femmes sur le bord de la route pour vendre des beignets* ». Vous ne pouvez imaginer comment notre côte de popularité en Afrique est remontée grâce au comportement des Chinois. Grâce au fait qu'au départ, lorsqu'il y avait des appels d'offres, on perdait les marchés, mais que souvent les entreprises françaises passaient derrière pour les terminer les constructions. Qu'est-ce qui s'est passé par rapport à la réflexion qu'a faite le professeur Hugon sur la place centrale prééminente de la France en Europe par rapport à ce continent africain ? C'est qu'il faut dire les choses comme elles se sont passées : nous avons eu une politique délibérée, à partir d'août 1993, explicitée dans un article paru dans *Le Monde*, de se séparer de l'Afrique. Mise en application en janvier 1994, avec la dévaluation du Franc CFA. Qu'on ait dévalué le franc CFA probablement, on ne pouvait pas l'éviter, mais on pouvait le faire autrement. On l'a dévalué et dans le même temps, on a remis les clés de la maison au Fonds Monétaire International et à la Banque mondiale. Je peux vous parler longuement de ça. Et nous avons été attirés par les lumières asiatiques. Trimballant notre complexe de la France-Afrique, de ce qu'on a fait ou pas fait, nous sommes allés vers l'Asie. Et donc, il ne faut pas s'étonner qu'aujourd'hui d'une façon ou d'une autre, nous sommes absents, et que dès lors que nous sommes absents, l'Europe aussi est absente. Il ne faut pas sous-estimer le fait que nous avons toujours le poste de Directeur général du développement à Bruxelles, ce qu'on appelait la DG8, qui avait été faite par les Français, par Monsieur Pisani. Cherchez les Français dans l'organigramme de la DG8... C'est cela qui s'est passé. Quand on parle d'Eurafrrique, et ce débat est vraiment très intéressant, par rapport à la réflexion du professeur Hugon, il faut d'abord nous réglions nos comptes avec nous-mêmes, que nous fassions notre introspection et que nous réfléchissions à ce qui s'est passé depuis août 1993. Et lorsque nous serons clairs avec cela, on pourra à ce moment-là, articuler des orientations pour l'Europe. Pour avoir siégé comme administrateur au Conseil d'administration de la Banque européenne d'investissement, c'était surréaliste ! Quand il y avait des projets de financement de la BEI, j'étais le seul à les défendre. 28 autour de la table, j'étais le seul. Et par miséricorde, je ne vais pas vous rapporter les commentaires de certains autour de la table qui considéraient que ce n'était pas le rôle de la Banque européenne d'investissement, que la Banque européenne d'investissement devait s'occuper d'Européens, dans une vision ethnocentriste. Donc on a un vrai problème au niveau européen. Les Européens du Nord commencent à comprendre, parce qu'ils ont compris que lorsque les migrants arrivent en Europe, très vite ils suivent la carte du chômage. Et ils ne viennent pas chez nous, bien entendu, ils vont dans les pays où, ils ont la possibilité d'être embauchés. Du coup, ils comprennent l'intérêt, pour ne pas dire la nécessité, d'accompagner le développement africain. Quand vous parlez des

financements, ce que je vous disais s'est traduit dans ce qui s'est passé au niveau de l'Agence française de développement. L'Agence française de développement s'est mise à financer en Chine le développement de la Chine : comme si les 250 millions que nous apportons par an à la Chine, allaient changer fondamentalement les choses. Même chose, vers les Philippines, l'Indonésie, tous pays, au demeurant intéressants, mais quand vous aviez une enveloppe qui augmentait, dans le même temps, la part relative à l'Afrique ne cessait de diminuer. Il ne faut pas s'étonner. Qui plus est, et je terminerai par-là, les Chinois viennent avec leur EximBank, ils viennent avec des crédits commerciaux. Quand vous avez tous les guichets Coface qui sont fermés... Donc il ne faut pas s'étonner.

Un intervenant

Effectivement, il y a une distance forte qui a été prise avec l'Afrique, et qui vient d'être rappelée. Je reviens un peu en arrière sur le débat sur l'innovation. Aujourd'hui il y a quand même des opportunités technologiques absolument prodigieuses. On est plutôt à coûts décroissants par la miniaturisation. La loi de Moore joue pour le numérique, il y a le fait que les prix ne cessent de baisser sur le numérique, il y a des opportunités dans le domaine de l'e-crédit, dans le domaine sur lequel Orange se prononce évidemment, sur l'e-santé, la possibilité d'avoir une formation, etc. ou au moins de la formation par le smartphone, qui lui-même devient accessible parce que maintenant on arrive à des coûts de 20 dollars pour le smartphone, et de 10 dollars pour le téléphone. Donc toutes ces opportunités apparaissent. La grande question qui se pose par rapport à l'innovation, c'est de savoir comment les Africains consommateurs peuvent intégrer cette nouvelle technologie, pour innover dans le domaine de la production, et donc s'approprier ces nouvelles technologies non plus comme consommateurs, mais comme véritablement producteurs. Les opportunités sont absolument considérables aujourd'hui quand on regarde ce qui peut se passer dans le domaine du solaire, décentralisé, sans réseau et accessible par des personnes, où un groupe de 50 personnes devient maintenant rentable, etc. Mais on n'a pas actuellement les systèmes de financement adaptés à la prise de risque des start-up, des PME. On est dans de l'informel qui crée, innove, mais qui est plutôt dans l'ingéniosité que véritablement dans de la maîtrise technologique forte. Et on est quand même dans ce qu'on appelle les PME, mais qui sont déjà du haut de gamme, et le capital investissement, dont on a parlé, c'est quand même du haut de gamme... on n'a pas la prise de risque par le système financier. Les banques globalement sont très frileuses en Afrique, elles ont un taux de rentabilité très élevé globalement, elles font du court terme et elles font un retour avec peu de risques, faisant du Crédit commercial, du crédit de campagne ou des services qui sont rémunérés. Il y a une vraie difficulté pour mettre en face les innovations technologiques qui sont possibles en zone rurale, comme en zones urbaines, et je rappelle que l'Afrique va croître très fortement, comme sa population rurale va croître très fortement, donc c'est un enjeu majeur. Il y a des entrepreneurs potentiels, ou des entrepreneurs qui peuvent être entrepreneurs, ça existe. Il y a les technologies aujourd'hui qui le permettent, mais il y a un vrai problème aujourd'hui de prise de risque du système financier, par rapport à des PME qui sont très petites entreprises et qui peuvent éventuellement prendre plus de taille. Mais je ne sais pas si l'AFD peut jouer un rôle par rapport à ça.

Claude FISCHER

J'aurais bien aimé dire un mot là-dessus, si vous le permettez.. Sur les start-up, c'est très intéressant parce qu'effectivement dans les technopôles des grandes écoles, comme celle de ZIE par

exemple, il y a des incubateurs qui se mettent en place, il y a des start-up qui démarrent, mais Félix Bikpo, qui est quand même le président de l'AGF, African Guarantee Fund, nous a dit qu'aujourd'hui, les demandes de financement pour les start-up viennent toutes, sans exception, de l'Afrique de l'Est, il n'en a pas une qui vient de l'Afrique de l'Ouest. Il faut que ça nous fasse réfléchir là-dessus... Il a interpellé les acteurs qui étaient au colloque. C'est la première chose que je voulais dire. Et sur l'innovation financière, pour la faciliter peut-être, il faut une offre pour ces start-up. Il naît sous nos yeux d'ailleurs des structures financières tout à fait originales, qu'on n'a peut-être pas obligatoirement d'ailleurs chez nous. Ce sont des structures d'aides de crédits aux PME-PMI, comme Cofina par exemple au Sénégal, le Fonsis qui est un fonds souverain sénégalais, le seul en Afrique de l'Ouest, à l'attention des PME PMI, et des structures de garantie des banques qui prêtent aux PME-PMI. Puisqu'effectivement les PME PMI ne remboursent pas toujours leur prêt, elles n'ont pas de crédit. Des structures de garantie se mettent en place comme l'AGF, c'est la seule. Il y a trois d'innovations bancaires ou financières très importantes, comment les multiplier ? Je leur ai posé la question une fois, deux fois, trois fois, ils ne savent pas, eux-mêmes, veulent déjà se déployer et créer des établissements.

Deuxième chose à propos de la Chine, je trouve qu'on est très manichéen, et qu'on est très schématique ; la Chine est en train de changer, les Chinois en Afrique sont en train de changer. Et je peux vous dire qu'aujourd'hui on a des entreprises chinoises qui tiennent la route. Elles commencent non seulement à construire, - et elles construisent plus vite -, mais à maintenir : elles commencent à faire de la maintenance, car elles savent effectivement qu'elles pêchent par les enjeux de maintenance dans leur réalisation. Eiffage qui était dans notre colloque nous disait « *aujourd'hui si on veut vendre nos routes, ou construire, il ne s'agit pas de venir critiquer la Chine, et comment elle construit et ce qu'elle fait. Il faut être meilleur qu'eux. Il faut innover aussi nous-mêmes* ». Il a parlé effectivement de la maintenance et de la formation des Africains sur place, pour que, eux, puissent prendre les emplois dans la maintenance. Les Chinois ne viennent pas qu'avec leurs sous, ils viennent aussi avec les Chinois. Je suis allée à Dalian un jour, dans une université : les Chinois parlaient tous français. Je leur ai demandé « *pourquoi parlez-vous français ?* » « *Pour aller en Afrique* ».

Oui il y a une attente des Français, un retour des Français et des Européens en Afrique. Ils veulent qu'on revienne, mais pas comme hier évidemment, c'est très important. Donc on a besoin de regarder comment on a fait hier, mais aussi besoin de savoir ce qu'on veut y faire aujourd'hui. Les Africains sont entrés dans des transitions démocratiques importantes pour certains des pays. On revient du Burkina Faso : les jeunes sont vigilants, les gouvernements ne feront plus n'importe quoi, parce qu'avec Internet, on sait ce qui se passe en temps réel, un peu partout dans le monde. En revanche, rien n'est joué d'avance, parce que le gouvernement n'a pas encore l'expérience, ni même la tradition ni même la culture, comme chez nous d'ailleurs, de dialoguer avec les gens de la société civile et notamment les jeunes. Or les jeunes sont un problème important en Afrique, ça peut être une chance, ça peut être un boomerang terrible pour l'Afrique. Et la Tunisie nous rappelle que rien n'est joué d'avance, même quand on fait la révolution et un printemps arabe.

Bernard ETLICHER

Fondamentalement ce qu'il faut c'est du travail, et tout est bon pour donner du travail, que ce soit la création d'entreprises, parce qu'on a des diplômés derrière, et qu'on les accompagne. Pourquoi est-ce qu'on rencontre des taux d'échec dans les start-up qui sont importants ? Parce qu'on manque d'accompagnement. C'est-à-dire que dans la start-up, il faut une idée, mais les idées aujourd'hui, on peut en trouver sur Internet et les acheter, ça coûte 20 dollars. C'est sché-

matique, mais ensuite il faut une équipe, et il faut de l'accompagnement. Le système bancaire suit, et quand il y a un système bancaire, là aussi c'est un effet d'entraînement. Si vous faites de l'accompagnement, le système bancaire va suivre, parce qu'il a confiance dans l'accompagnement (il n'y a pas que ça, bien-sûr, c'est toute l'étude du risque évidemment). Et ça, ça donne du travail.

L'autre chose c'est ce qui concerne le développement de la formation professionnelle, et c'est un champ énorme sur place parce que ça fixe aussi les gens sur place et ça leur donne du travail. Quand on a les taux de bacheliers, ou simplement une démographie telle que vous la décrivez, c'est à cela qu'il faut penser. Et il faut le penser non pas comme nous l'avons pensé sur des temps longs, mais il faut le penser, moderne, efficace, sur des temps courts. Pour cela, effectivement, il y a des aspects numériques à développer qui sont des enjeux colossaux, dans l'enseignement dans le transfert de techno, dans l'accompagnement. Et les systèmes bancaires sont beaucoup plus développés pour certains aspects en Afrique que chez nous. Le micropaiement par téléphone chez nous il n'existe pas. Ils sont extrêmement en avance, c'est aussi un laboratoire. Il faut bien imaginer que les populations ne sont pas idiotes, elles sont développées et de plus en plus éduquées. Elles vont utiliser les technologies que le monde occidental globalement, a développé et, a mis au point, avant que ça rentre chez nous, dans nos sociétés, parce qu'on est des sociétés plutôt vieillissantes et que, en Afrique, ce sont des sociétés plutôt jeunes. L'acceptation par les jeunes de ces nouvelles technologies est beaucoup plus facile que pour nous. Tout ce qui tourne autour du numérique et qui fait partie de mon environnement aujourd'hui, présente pour moi quelques difficultés, même si je prends mes notes sur une tablette. Ce n'est pas fait pour moi, ce n'est plus fait pour nous, c'est fait pour des gens qui sont dans la transition et qui sont nés avec. Nous, on l'a créé, mais on est des utilisateurs vieillissants de l'informatique, alors qu'on ne raisonne même plus en informatique, on raisonne en service. C'est quoi un service ? C'est un back office informatique, mais cela tout le monde l'ignore. Aujourd'hui quand on a un smartphone, il y a énormément de techno derrière. Orange le sait très bien, il y a une technologie colossale pour faire le suivi, pour le faire le croisement, pour délivrer simplement le signal n'importe où vous êtes. C'est de l'ingénierie. Et derrière, il y a l'usage qu'on va en faire. La banque sur le téléphone, c'est un usage ; l'informatique qu'il y a derrière, la sécurisation qu'il y a derrière, c'est un problème de techniciens. Il faut effectivement faire très attention à ce que les données ne soient pas dispersées n'importe où, ne soit pas mises, utilisées, et utilisables par n'importe qui, n'importe où, donc il y a une sécurité à mettre en place et c'est là où les institutionnels sont importants. Mais hormis ça, ce qui est important, c'est le service.

Bernard WOLFER

C'est un peu dans la suite de ce que vient de dire Bernard Etlicher. Je me situe un petit peu, je ne suis pas simplement co-Président à Condorcet, je suis aussi directeur de recherches honoraire à l'INRA – agronome -, et j'ai publié un bouquin avec d'autres qui s'appelle Agriculture et paysanneries du monde, donc j'ai travaillé un peu sur ces questions. Ce que vient de dire Bernard Etlicher, je le suis tout à fait. Il montre que des Africains sont tout à fait capables de s'approprier rapidement des technologies numériques très avancées, avec un petit hiatus pour cette technologie, c'est qu'elle ne coûte pas cher et ne nécessite pas des investissements importants chez eux. Or il y a un certain nombre de domaines, et notamment l'agriculture où les investissements sont importants, et sur une durée de temps qui peut être de 20, 25, 30 ans. C'est-à-dire que là, on le voit bien d'ailleurs, la plupart des politiques africains n'investissent pas dans l'agriculture paysanne ou l'agriculture même un peu moderne. Ils ont été pour la plupart, avec notre

aide quelquefois, mais surtout avec l'aide des programmes d'ajustement structurel de la Banque mondiale, attirés par l'agriculture de firmes, de grandes industries, voire coloniale dans l'esprit. Ce que vous disiez sur les Chinois ou d'autres qui viennent en Afrique faire de l'agriculture, peut concerner des Hollandais, des Français aussi. La France pourrait jouer là un rôle très important, parce qu'elle a une connaissance de ce sujet : bien montrer qu'à côté d'une agriculture de firmes, il y aura nécessairement besoin d'une agriculture paysanne, ou d'une agriculture productive pour la population africaine. Vous indiquiez que la transition démographique ne se fait pas encore en Afrique. Il va falloir nourrir des Africains, et pas simplement exporter des haricots verts chez nous. Il y aura, vous l'avez dit, un problème démographique avec beaucoup de jeunes, ces jeunes vont rester en partie dans le monde rural ; il va bien falloir les occuper, par l'agriculture, certains ont cité des entreprises qui peuvent se développer autour de certaines matières premières dans un tissu rural, par des services aussi... Il me semble important d'avoir cela en tête, et peut-être que la France dans ce domaine-là, peut jouer un rôle très particulier parce qu'elle sait faire. Il y a d'autres domaines. J'ai été chercheur et je trouve que la recherche en Afrique mériterait d'être soutenue beaucoup plus qu'elle ne l'est. Pas simplement dans le domaine agricole, mais dans d'autres domaines et je pense notamment au domaine médical, médicamenteux. C'est un pays où on ne fait pas beaucoup de recherche dans ces domaines-là, ou alors on le fait chez nous, mais pas forcément avec un intérêt très fort pour les Africains. Et je rejoins un certain nombre de choses que vous avez dites les uns et les autres sur la nécessité de la formation, formation primaire, formation technique, formation tout au cours de la vie. Les agriculteurs en ont besoin chez nous, pourquoi n'en auraient-ils pas besoin en Afrique ? Ils sont tout à fait capables de s'approprier des connaissances. Vous avez parlé d'université, vous avez dit combien les Africains pouvaient être de bons étudiants : je vous rejoins là-dessus, j'en ai connus. Là aussi il serait bon que la France, peut-être avec les pays européens, appuie fortement le développement universitaire, avec la recherche en Afrique. Peut-être, vous avez parlé de regroupement de pays quelquefois, pourquoi pas ? Ce n'est pas forcément idiot de faire des campus qui rassembleraient plusieurs pays. Il y a plein d'idées comme ça, ce serait un moyen d'aider l'Afrique dans un moyen terme, c'est-à-dire sur 20, 30 ans. Avoir des objectifs d'espérance, c'est sur 20, 30 ans, ce n'est pas sur 5 ans. De ce point de vue, un professeur, géographe, que j'ai connu quand j'étais à l'agro, qui s'appelait Pierre Gourou avait écrit un magnifique livre sur l'Afrique. J'ai eu Dumont aussi, donc j'ai eu les deux, et j'aimais beaucoup Dumont. Pierre Gourou avait écrit un très bel ouvrage dans la collection Terres humaines qui s'appelait « *L'Afrique, terre de bonne espérance* », et je trouve que ce titre à côté du livre de Dumont, sorti à peu près au même moment sur « L'Afrique noire est mal partie », montrait des visions qui étaient justes et réalistes de l'Afrique, et on pourrait peut-être se centrer un peu plus sur ce que disait Pierre Gourou, sur ces Terres de Bonne Espérance.

Olivier CHOPIN

Si je peux juste ajouter un petit mot, parce que j'ai la chance d'être en contact d'une population étudiante très jeune, brillante. On les a sélectionnés : ils ne sont pas représentatifs, ils sont exemplaires de quelque chose. Ils nous trouvent tous ici en Europe, infiniment pessimistes. Ce n'est même pas qu'ils sont optimistes, ils ne voient pas les choses dans la même catégorie que nous. Parce que déjà la dualité optimiste-pessimiste, ce n'est pas leur truc ; ils ne comprennent pas trop pourquoi on dit qu'ils sont optimistes. Ils ont l'idée que les choses vont se jouer presque dans l'instant, qui est extrêmement fort. Par exemple, le système du Kenya M-Pesa pour payer par téléphone, c'est des SMS. Nous on fait des écrans, avec des résolutions Retina, et il faut

qu'on ait des menus déroulants bien faits. Eux ils font des SMS avec des numéros de codes, et c'est infiniment rural. En fait, ils veulent raisonner, ils challengent leurs profs, les chercheurs, les professionnels qui viennent enseigner tous les jours. Et, tout le monde dans mon programme, les enseignants, les encadrants, est obligé de revoir ses certitudes de début chaque semestre en cours de semestre parce qu'ils nous mettent tout par terre, en cours de cours. Et ce ne sont pas des révolutionnaires, c'est juste qu'ils ne comprennent pas ce qu'on leur dit et ça se renouvelle de génération en génération. Et une génération c'est un an. C'est vrai qu'il y a cette dimension d'extrême réactivité, quand on leur dit : « *mais alors, vous pensez à quoi ?* ». Ils répondent grosso modo « *on ne sait pas, mais on va le faire, et on ne sait pas comment, et ce n'est pas grave* ». Ils sont très sérieux quand ils disent : « *ce n'est pas grave, si on ne sait pas comment on va faire, mais on va le faire, on va faire quelque chose, on va changer...* » Vivendi pour ne pas la citer a créé un prix de l'essai littéraire sur la question de l'innovation ; on voit bien où ils veulent en venir. Nos étudiants ont gagné le prix, et il a été remis à l'UNESCO. C'était un binôme de deux jeunes filles, une blanche d'Afrique du Sud et une jeune du Cameroun. Elles ont eu l'idée de faire le Deezer africain en expliquant : écoutez vos histoires de micro-crédits pour des start-up, etc. c'est comme si on était déjà sommées de créer le développement économique de demain, parce que sinon ça va être la catastrophe... Nous, les jeunes gens, on a envie d'être amoureux, on a envie de draguer, on a envie d'écouter de la musique, on a envie d'aller au théâtre. Par exemple, Deezer à 10 euros par mois, 1 000 shillings kényans c'est beaucoup pour les jeunes ; ils n'ont pas cette somme-là. Donc il faut faire un Deezer qui soit gratuit ou presque, qui va générer des millions d'euros à la fin, quand ça se passera bien, mais qui ne soit pas plus compliqué qu'un système de SMS. Et là, franchement, ils sont sortis du brief en disant « *on ne sait pas comment on va le faire, mais c'est notre idée, on va le faire, parce que c'est ça dont on a besoin, dans les campagnes notamment* ». Parce que les jeunes des campagnes ne sont pas plus bêtes que ceux des villes, et eux aussi ils veulent être amoureux, écouter de la musique et pour l'instant, ils ne peuvent pas trop. C'est vrai qu'on est tous, le personnel enseignant, etc. confrontés à cet état d'esprit toujours, qui nous oblige, pas seulement ajuster notre position, mais même à revoir un peu nos concepts. Ce qui ne nous empêche pas d'avoir nos stratégies, mais ils ne nous attendent pas vraiment. Enfin ils nous attendent, si on arrive à être dans leur langage et être le partenaire de ce qu'eux perçoivent comme important et urgent. Ils n'attendent certainement pas de nous qu'on leur explique ce qu'ils devraient penser d'une situation comme ça. Ils sont assez représentatifs au fond de ce qui se joue là-bas, même si évidemment c'est un sous-groupe qui n'est pas un échantillonnage représentatif.

Dov ZERAH

Je ne sais pas si c'est le mot de la fin, mais je voudrais vous remercier d'avoir parlé de l'agriculture. Parce que c'est l'exemple le plus caractéristique de ce que je vous ai dit en termes d'orientation politique engagée au milieu des années 90. Et je prendrai l'exemple du coton. La culture du coton, c'est la success-story de la coopération française des années 50 à 90. Et c'est une agriculture totalement paysane, d'exploitation familiale avec le problème de l'emploi des enfants. Que s'est-il passé dans les années 2000 ? Le coton africain qui s'est développé notamment à partir de 1993-1994 grâce à la dévaluation du Franc CFA est devenu gênant pour le coton américain, et les Américains ont développé des subventions que nous avons acceptées pendant dix ans. Dans le même temps, les Chinois et les Indiens, et ça il ne faut pas l'oublier, notamment en termes de financement, sont toujours qualifiés de « *pays en développement* », et parce qu'ils sont « *pays en développement* », peuvent donner des subventions sans être critiqués au regard des règles de l'OMC. C'est une des distorsions de notre globalisation. Entre 2000 et 2010, la production in-

dienne de coton a doublé, la production chinoise a augmenté de 60 %, la production américaine de 40 %, et la production africaine a été réduite de moitié. Ce qui était notre success-story, notre fleuron, à aucun moment n'a été défendu. Je pense que j'écrirai un livre sur ce sujet-là qui me tient particulièrement à cœur. Il n'y a eu personne en France pour la défendre, pour une raison toute simple : on ne va pas s'attaquer aux subventions des autres, quand on a nos propres subventions de la PAC.

Autre exemple : quand on a remis les clés au FMI et à la Banque mondiale, ils ont tout détricoté, les filières que nous avons constituées dans le cacao, dans le café, les Caisses de stabilisation, elles ont toutes été fermées. Et on a laissé certains tenir en Afrique le discours selon lequel l'agriculture pouvait être une activité de marché. Depuis Joseph et le pharaon et les sept années de vaches grasses et de vaches maigres, on sait que l'agriculture ne peut pas être une activité de marché. Il y a besoin de mécanismes assurantiels, de mécanismes de garantie. On le sait quand on a 20 milliards par an de Farm Bill, sans compter les montagnes de subventions de la Politique agricole commune. Dans cette orientation qui a été prise au milieu des années 90, on a même abandonné le débat idéologique avec la Banque mondiale et le Fonds Monétaire International. C'est cela aujourd'hui le résultat. Quand je suis arrivé à l'AFD, parce que c'est mon combat, l'agriculture africaine, j'ai changé le nom de CFDT en DAGRIS, Développement des Agro-Industries du Sud, parce que c'est essentiel et fondamental dans la perspective du choc démographique. A l'AFD en 2010, on ne faisait plus de financement agricole. Alors qu'on avait porté et supporté les filières. Et on en était arrivé au point, où un des cadres m'a dit « *Monsieur encore 5 minutes et il n'y avait plus personne pour s'en occuper* ». Tous les centres de recherche que nous avons créés en Afrique, où sont-ils ? Dumont, c'est lui qui a trouvé la culture du coton par ses études, dans les années 1947-1948. Où sont-ils ? Il n'y a plus rien. Et aujourd'hui, ce que je peux vous dire, c'est que nous n'avons plus aucun savoir-faire en matière de coton.

Je terminerai sur la recherche. Il s'est tenu il y a deux semaines à Dakar, le Next Einstein Forum, et les organisateurs ont distingué 15 scientifiques africains, et 58 ambassadeurs. Et aujourd'hui on considère que, parmi ces 15 scientifiques, certains vont même jusqu'à dire qu'il y a le futur Einstein, mais il y aura probablement des nobélisables. Je n'aime pas ce débat optimiste-pessimiste. En revanche, ce qui est important c'est que les Africains sont en train de changer. Ils ne nous attendent plus, et nous sommes englués dans des débats d'un autre temps, avec nos complexes de France-Afrique. Mais je peux vous dire que pourtant, depuis 30 ans que je travaille sur l'Afrique, la France-Afrique, je ne l'ai jamais rencontrée. Et pourtant, Dieu sait si j'ai eu des réunions de travail avec Jacques Foccart ! Ou on essaye de faire les choses positivement et alors, les Africains viendront nous chercher. Mais réglons d'abord le problème avec nous-mêmes, ça me paraît essentiel et peut-être qu'on refera de l'agriculture parce qu'il faudra à un moment ou un autre en refaire. Ceux qui s'en chargent éventuellement ce sont des Vietnamiens, il y a de très bons projets, que l'AFD a d'ailleurs financés, d'implication vietnamienne, au Mali notamment, dans la région de Maradi.

Fonds de dotation Galilée
14, rue Saint-Victor
75005 Paris
fondsgalilee@gmail.com